

PERSONNES RECHERCHÉES POUR DES FAITS CRIMINELS

Alger et Beyrouth signent, aujourd'hui, une convention d'extradition

P 5

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 25 - samedi 26 février 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5474 - 18^e année

BRAHIM GHALI, SG
DU FRONT POLISARIO :

« Des parties
au Conseil
de sécurité
imposent la
logique de gestion
du conflit »

P 3

LE ROYAUME PRÉVOIT DE DÉPLOYER DES BATTERIES
DE MISSILES PRÈS DE CEUTA ET MELLILA

Madrid avertit fermement Rabat

LIRE EN PAGE 3

À L'APPEL DU PRÉSIDENT UKRAINIEN

Moscou se dit « prête » à négocier

► Crise ukrainienne : Quel impact économique
sur l'Algérie ?

LIRE EN PAGE 2

PROTECTION DU POUVOIR
D'ACHAT



Le Président reste focus

P 4

MÊME SI LES ALGÉRIENS
EN GARDENT UN MAUVAIS
SOUVENIR

Pourquoi le stade de Japoma peut être favorable pour les Verts

P 7

HIPPODROME ABDELMADJID
AOUCHICHE - ALGER,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

Amir De Kat,
à la poursuite de
El Ghabraa D'Hem

P 14



Ph : DR

ZELENSKY PROPOSE DE DISCUTER DU STATUT DE NEUTRALITÉ DE L'UKRAINE

Moscou « prête » à envoyer une délégation à Minsk pour des négociations

En réponse à la proposition du président Volodymyr Zelensky, de discuter du statut de neutralité de l'Ukraine, affirmant, hier matin que son pays « n'a pas peur » de discuter d'un statut de neutralité avec Moscou, le Kremlin s'est dit prêt « à envoyer une délégation pour des pourparlers avec l'Ukraine à Minsk »



Ph: DR

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Russie, Sergueï Lavrov a annoncé hier que « Nous sommes prêts à des négociations, à n'importe quel moment, dès que les forces armées ukrainiennes entendront l'appel de notre président, cesseront de résister et déposeront les armes », a déclaré, Lavrov lors d'une conférence de presse tenue, hier, à Moscou. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a annoncé que Vladimir Poutine « était prêt à envoyer une délégation en vue de discussion avec la partie ukrainienne », deux jours après le début, jeudi matin, de l'intervention militaire russe en Ukraine ciblant les infrastructures et les bases militaires. Déclarant que « le président russe Vladimir Poutine a initialement déclaré que le but de l'opération était d'aider les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, notamment en démilitarisant et en dénationalisant l'Ukraine », et ceci, en fait, poursuit-il « fait partie intégrante du statut de neutralité », le responsable russe Dmitri Peskov a précisé que le président russe était « prêt à envoyer à Minsk une délégation russe composée de représentants du ministère de la Défense, du ministère des Affaires étrangères et de l'administration présidentielle ». De son côté, la Biélorussie s'est déclarée prête à fournir une plate-forme pour les négociations, dans un communiqué, dans lequel la présidence biélorusse souligne que « le président Alexandre Loukachenko a assuré son homologue russe par téléphone que toutes les conditions pour le processus de négociation et la sécurité des délégations seraient réunies ». Le

président ukrainien V. Zelensky a indiqué de son côté que « nous n'avons pas peur de la Russie, nous n'avons pas peur de nous engager dans des discussions avec la Russie, nous n'avons pas peur de discuter de garanties de sécurité pour notre Etat et nous n'avons pas peur de discuter d'un statut neutre » et d'ajouter que « nous ne sommes pas dans l'OTAN, quelles garanties de sécurité aurons-nous ? Quels pays nous les donneront ? ». En début de matinée de jeudi dernier, la Russie a lancé une vaste opération militaire dans l'Est de l'Ukraine, ayant pour objectif principal « la neutralisation du potentiel militaire de Kiev ». Pour l'analyste Xavier Moreau, fondateur du centre d'analyse politico-stratégique Stratpol, pour comprendre les événements en cours en Ukraine « il faut revenir sur l'histoire de ce conflit, et surtout des accords de Minsk, qui ont été signés en 2015, quasiment jour pour jour, et ont été validés par une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu ». Or poursuit-il dans ses réponses à un entretien accordé, à Sputnik que « dans ces accords, « il y avait une date de péremption, c'est-à-dire que tout ce qui était exigé vis-à-vis de Kiev, signataire de ces accords après avoir perdu la guerre, devait être exécuté d'ici à décembre 2015 et depuis sept ans la Russie patiente et demande à Kiev de respecter les accords de Minsk, réclame à la France et à l'Allemagne, de les faire respecter par Kiev, puisqu'elles en étaient garantes ».

LA NON APPLICATION DES ACCORDS DE MINSK CONCLUS EN 2015 A PLONGÉ L'EUROPE DANS LE RISQUE D'UNE GUERRE DANS SON ESPACE

Affirmant que personne de ces parties ne pouvant se dérober de ces accords, en raison de la décision du Conseil de sécurité de l'Onu, validant les accords aucune partie, ne peut en sortir de ces accords, ni l'Ukraine, ni même la France, les États-Unis ou l'Angleterre et les membres des Nations unies « qui étaient signataires, poursuit-il « de cette résolution et qui devaient obliger l'Ukraine à les appliquer ce qui n'a pas été fait ». Face à aucune avancée dans les négociations de quatre mois, entre Moscou et Washington, et aussi avec Berlin et Paris, notamment selon cet expert, après les propositions de Moscou sur les garanties de sécurité, avec l'acceptation « de relancer il y a quelques semaines le format Normandie » avec les conseillers diplomatiques, réunis à Paris et à Berlin, où il était possible « d'éviter que la Russie passe au plan B », lequel est en cours depuis, jeudi avec le début de l'offensive militaire russe. Pour cet expert, c'est lors « de la conférence de presse à Kiev avec Volodymyr Zelensky où Emmanuel Macron a apporté son soutien aux combattants ukrainiens qui étaient sur le front depuis 2014 », que le président russe, selon cet expert « a compris que jamais ni Paris ni Berlin ne feraient pression sur l'Ukraine pour qu'elle applique les accords de Minsk », comme escompté, Les Etats-Unis, au premier rang dans sa bataille contre Moscou, et d'autres puissances, dont la Chine. Quant aux sanctions économiques adoptées par les Occidentaux contre la Fédération de Russie, pour l'expert Xavier Moreau, celles-ci auront un impact considérable, aussi sur les économies, des Etats-Unis, l'Allemagne, France, Angleterre

et l'Union européenne en général. Déclarant qu'« à Washington ou en Europe, tout le monde dit que prendre des sanctions contre la Russie « va également faire mal aux économies occidentales, Joe Biden l'a dit, ainsi que sa secrétaire au Trésor Janet Yellen, même Ursula Von der Leyen ou Annalena Baerbock lorsqu'elle dit l'Allemagne est prête à supporter les contraintes liées aux sanctions » il indique toutefois que « dans le domaine énergétique, je ne crois pas que l'Allemagne soit capable de faire sans la Russie. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, dans ses déclarations, hier, a pointé le fait que « l'Otan et l'Union européenne avaient défendu le régime ukrainien ses dernières semaines lorsqu'il avait décidé de s'emparer par la force des républiques populaires du Donbass, a annoncé son ferme intention d'adhérer à l'Otan et a menacé de procurer l'arme nucléaire ». Du point de vue économique, Vladimir Poutine a choisi le moment idéal » affirme l'expert. Poursuivant son analyse il dira que « l'enjeu, c'est combien de temps va prendre cette démilitarisation forcée de l'Ukraine » via l'offensive militaire russe, depuis jeudi, ciblant les infrastructures militaires ukrainiennes: aéroports, postes de commandement, bases d'opérations de la marine, stations radars et systèmes de défense anti-aériens et que le dernier bilan fait état « de 83 installations militaires de Kiev détruites ». Pour cet expert « si dans trois ou quatre jours c'est terminé, si l'outil militaire ukrainien est anéanti et que l'armée russe se retire en bon ordre, c'est un succès quasi complet » et cela sera, poursuit-il « difficile de sanctionner une Russie qui n'est plus présente sur le territoire ukrainien » souligne le fondateur du centre d'analyse politico-stratégique Stratpol. Les opérations militaires s'intensifient et s'accroissent, en Ukraine. Des militaires russes se sont déployés à l'aéroport de Hostomel dans la région de Kiev « pour bloquer la capitale ukrainienne à l'ouest » a annoncé, hier, le ministère russe de la Défense, et également, ajoute la même source « un blocus de la ville de Tchernigov dans le nord du pays ».

Karima B.

CRISE UKRAINIENNE Quel impact économique sur l'Algérie ?

L'impact de l'opération spéciale russe en Ukraine sur les prix des matières premières a focalisé l'attention des médias et de l'opinion publique plus que le bilan des pertes humaines et des dégâts causés par cette guerre. La peur d'une envolée des cours des matières premières avec leur impact sur les prix à la consommation ou sur les activités économiques, est plus forte que les craintes pour les populations exposées aux affrontements armés. Ainsi, on connaît mieux l'évolution des prix du pétrole ou du blé que le nombre des victimes. C'est sans doute parce que les retombées économiques et sociales de la guerre en Ukraine touchent de nombreux pays alors que le conflit lui-même est limité géographiquement. Les nouvelles alarmistes qui ont circulé jeudi à propos des cours du pétrole (le baril de WTI américain était à plus de 100 dollars, et le Brent à plus de 105 dollars, une première depuis 2014) ont été nuancées hier après une stabilisation relative de ces prix qui sont descendus sous les 100 dollars. Vendredi, le cours du pétrole était à 99,17 dollars le matin, puis 97,65 dans l'après-midi. Selon les experts, la hausse fulgurante des cours enregistrée jeudi a été ralentie par la constatation que les sanctions occidentales contre la Russie étaient sans portées pour le moment sur l'approvisionnement russe en énergie. Il faut noter, toutefois, que le baril de Brent était déjà en hausse depuis la fin du mois de janvier. Certains analystes pensent qu'il pourrait atteindre 120 dollars en cas de réduction des exportations de brut depuis la Russie, et même s'envoler jusqu'à 150 dollars si les sanctions touchent entièrement ses exportations. Le risque de pénurie de gaz ou de pétrole à court terme est évoqué pour l'Europe, et surtout l'Allemagne. Parmi les produits qui sont susceptibles de connaître une très forte hausse, on cite également l'aluminium, le nickel, largement produits en Russie. L'attention des dirigeants algériens est certainement portée sur le cours du Brent exporté par l'Algérie, dont la hausse est bénéfique pour l'économie nationale. Mais, en contrepartie, il y a également la hausse des cours du blé, importé par notre pays. Après le début de l'opération spéciale russe en Ukraine, le cours du blé meunier a atteint 316,50 euros la tonne sur l'échéance de mars 2022 sur Euronext, « un plus haut historique », ont commenté les spécialistes. Selon les dernières informations, « l'Ukraine a cessé ses activités portuaires tandis que la Russie a bloqué tout trafic commercial dans la mer d'Azov, confirmant ainsi le risque de perturbations logistiques dans la région ». L'Égypte semble avoir anticipé en achetant, le mois passé, 420 000 tonnes de blé à l'Ukraine, la Roumanie et la Russie. L'Algérie pourrait se mettre à l'abri de ces perturbations et de leur impact, par sa production nationale de céréales qui sera collectée en 2021/2022 et qui devrait se situer entre 27 et 30 millions de quintaux, ce qui lui permettra de réduire ses importations céréalières de 25%, selon les indications données, il y a un peu plus d'un mois, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Selon la même source, l'Algérie mise en particulier sur l'augmentation de la superficie agricole dédiée aux céréales qui est actuellement de l'ordre de 3,3 millions d'hectares, l'amélioration des rendements agricoles à 60/70 quintaux par hectare, la généralisation de l'irrigation notamment dans les zones Ouest et centre du pays. Pour les responsables algériens du secteur, l'agriculture saharienne peut aussi beaucoup apporter à la filière au vu de ses atouts et son fort rendement qui peut atteindre 100 quintaux par hectare. Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane avait affirmé, en septembre dernier, que le gouvernement appliquera un programme dans le secteur de l'agriculture et du développement rural visant à augmenter la production des céréales à 65 millions de quintaux en 2022 et à 71,8 millions de quintaux en 2024.

M'hamed Rebah

DÉGRADATION DE LA SITUATION EN UKRAINE

L'Algérie appelle ses ressortissants à l'extrême prudence

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a appelé les membres de la communauté algérienne établis en Ukraine à faire preuve d'une « extrême prudence » et à ne sortir de leurs lieux de résidence qu'en cas d'urgence. Cet appel, destiné à nos ressortissants, intervient jeudi, soit juste après l'opération militaire menée par la Russie dans ce pays.

« Suite aux développements en République d'Ukraine, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger appelle les citoyens algériens présents et établis dans ce pays à faire preuve d'une extrême prudence et à ne sortir de leurs lieux de résidence qu'en cas d'urgence », a indiqué jeudi un communiqué du département de Ramtane Lamamra.

« Le ministère, en coordination avec les services diplomatiques à Kiev, suit de près la situation et est en contact permanent et continu avec les membres de la communauté nationale en Ukraine. Un numéro vert est mis à leur disposition pour entrer en contact avec l'ambassade d'Algérie à Kiev : 0800-500068 », a ajouté le communiqué.

Le ministère des Affaires étrangères met également à la disposition des familles des membres de la communauté nationale en Ukraine le numéro vert ci-après pour s'enquérir, le cas échéant, de la situation de leurs proches dans ce pays : 021 50 45 00.

L'AMBASSADE D'ALGÉRIE À KIEV PREND LE RELAIS

L'ambassade d'Algérie en Ukraine a lancé un appel aux ressortissants algériens pour mieux se prémunir face à la dégradation de la situation après l'intervention militaire russe donnée durant la nuit de mercredi à jeudi dernier. Dans un communiqué, rendu public, l'ambassade d'Algérie à Kiev a prié les ressortissants algériens en Ukraine de faire preuve de prudence et respecter les instructions et les consignes des autorités ukrainiennes. La même source a, par ailleurs, déconseillé tout déplacement en Ukraine jusqu'à nouvel ordre, de même que dans les zones frontalières du nord et de l'est du pays.

Sarah O.

LE ROYAUME PRÉVOIT DE DÉPLOYER DES BATTERIES DE MISSILES DE TYPE « BARAK MX » PRÈS DE CEUTA ET MELLILA

Madrid hausse le ton contre Rabat

Le gouvernement espagnol a choisi de hausser le ton avec le Maroc qui prévoit de déployer des batteries de missiles de type « Barak MX » (acquis auprès d'Israël) dans ses régions nord qui peuvent constituer une menace pour les provinces espagnoles de Ceuta et Mellila, a indiqué le journal espagnol "El Confidencial".

Le même média a précisé que les autorités de son pays ont choisi de se départir des traditionnelles réponses diplomatiques pour se faire fermes pour cette fois ; ce qui constitue une véritable mutation dans le ton, utilisé par le passé dans ses relations avec le Maroc, notamment durant la crise des vagues de migrants, durant l'année dernière qui avait vu Madrid opter pour la réponse diplomatique mesurée. C'est une sérieuse mise en garde à Rabat qui, depuis son alliance avec l'entité sioniste a choisi la voie de la militarisation ce qui constitue une véritable menace sur la sécurité des pays de la région et même des régions du sud de l'Europe. Lors d'un débat par-



lementaire, un député du parti de droite, Vox, a adressé une question au représentant du gouvernement sur l'article du journal « Espagnol », faisant état de l'intention du Maroc de déployer des batteries de missiles de fabrication israélienne dans le détroit le séparant de l'Espagne en réponse aux renforts espagnols dans la région.

Il y a lieu de signaler que le quotidien espagnol avait fait état que Rabat allait déployer des missiles dans les régions de Tanger et Nador, ce qui est qualifié comme une véritable menace pour les provinces espagnoles situées au sud de la Méditerranée.

Le quotidien avait rapporté, dans une de ses éditions, que le Maroc a prétendu répondre au déploiement des troupes et d'équipements militaires espagnols dans le rocher Velez de la Gomera (rocher Badis pour

les marocains) ou encore le rocher de Hoceïma ou l'archipel des Zaffaines, ce qu'il considère comme une menace sur sa sécurité.

Le gouvernement espagnol avait pris l'habitude de répondre aux questions des députés ayant trait aux aspects sécuritaires, mais pour cette fois, elle s'est montrée ferme dans sa réponse, considérée comme importante ; ce qui constitue un réel changement de ton des dirigeants espagnols. Dans sa réponse à la question du parti Vox, le ministre des Affaires étrangères, Jose Manuel Albares, représentant le gouvernement, a indiqué que les autorités de son pays veillent à la sécurité de toutes les provinces du pays et qu'elles sauront répondre, avec fermeté, quand leur intégrité est menacée. Le quotidien avait relevé que la deuxième partie de la réponse, « réagir avec fermeté », est

à retenir dans le discours diplomatique du pays dans ses rapports avec leurs homologues marocains.

Ce qu'il y a lieu de retenir, le Maroc est en train, petit à petit, de revêtir la tenue du gendarme des puissances occidentales dans la région. Depuis la normalisation de ses relations avec l'entité israélienne, il s'est lancé dans une véritable course à l'armement ; ce qui risque de faire de la région une véritable poudrière au moment où le monde est en train de vivre les pires moments de guerres, planifiées et entretenues par le complexe militaire-industriel détenu par les USA et leur allié Israël.

L'Espagne l'a compris, et sa réaction, ferme pour cette fois, traduit son irritation et sa volonté de ne pas subir de menaces venues du sud à l'avenir.

Slimane B.

SAHARA-OCCIDENTAL Oubi Bouchraya Bachir évoque la situation avec l'ONG "Western Sahara Campaign"

Le représentant du Front Polisario en Europe et auprès de l'Union européenne (UE), Oubi Bouchraya Bachir, a discuté avec des membres de l'organisation britannique de solidarité avec le peuple sahraoui "Western Sahara Campaign" des développements sur le terrain au Sahara occidental au cours d'une visite de travail au Royaume-Uni. Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue l'évolution de la situation sur le terrain au Sahara occidental, en particulier l'état de guerre en cours depuis le 13 novembre 2020 et le rôle négatif du Conseil de sécurité de l'ONU qui a contribué à l'échec du plan de règlement ONU-OUA (ancêtre de l'Union africaine) et l'intransigeance de l'occupant marocain, a rapporté jeudi l'agence de presse sahraouie (SPS). La rencontre a également abordé, ajoute l'agence, la visite du nouvel Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, dans la région et les conditions complexes auxquelles il est confronté à la lumière de l'approche que le Conseil de sécurité de l'ONU continue d'adopter et qui encourage l'occupation marocaine à saper le plan de décolonisation et rompre le cessez-le-feu, ceci en sus de la menace qui pèse sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région de l'Afrique du Nord et du Sahel. Après avoir exposé la situation dans les territoires occupés et la sérieuse crise des droits de l'Homme, les deux parties ont longuement discuté de la question des ressources naturelles et de la bataille juridique que mène le Front Polisario devant la justice européenne pour mettre fin à l'exploitation illégale par l'occupation marocaine et ses partenaires européens. Enfin, les deux parties ont mis l'accent sur "la poursuite des efforts et la coordination du travail en vue de l'adapter avec le programme d'action européen, précisément celui de la Coopération européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) pour défendre le peuple sahraoui et sensibiliser l'opinion internationale quant à sa lutte pour la liberté et l'indépendance".

APS

BRAHIM GHALI, SG DU FRONT POLISARIO :

« Des parties au Conseil de sécurité imposent la logique de gestion du conflit »

Le président sahraoui, Ibrahim Ghali, a appelé à une véritable solidarité arabe avec le peuple sahraoui dans sa lutte légitime pour son autodétermination et l'indépendance du Sahara occidental, soulignant que l'État d'occupation marocain représentait une grave menace à la paix et à la stabilité dans la région et dans le monde. Dans une allocution prononcée à la clôture des travaux de la Conférence arabe de solidarité avec le peuple sahraoui, aux camps des réfugiés sahraouis, le président de la RASD, secrétaire général du Front Polisario, Ibrahim Ghali a précisé que "le peuple sahraoui hospitalier gardera à jamais dans sa mémoire collective cette louable initiative", estimant que cette conférence "nous rapproche encore plus d'un objectif qui, même s'il semble difficile à atteindre, n'est pas impossible" à la faveur du débat riche auquel elle a donné lieu autour des défis à relever et des perspectives de la solidarité arabe avec le peuple sahraoui. Dans son allocution devant les participants à cette conférence, il a abordé, les développements que connaît la cause du peuple sahraoui, notamment depuis le 13 novembre 2020, date de la violation, pour rappel, par le

Maroc des Accords de cessez-le-feu, qu'il a signé sous l'égide de l'ONU en 1991, avec le Front Polisario. « Ainsi, le peuple sahraoui fut contraint, une autre fois, comme ça s'est produit en 1975, de renouer avec la lutte armée contre l'agresseur marocain". Pour le président Ghali, le peuple sahraoui "attend depuis plus de trente ans, avec patience et collaboration, que les Nations unies mettent en œuvre leurs engagements et leurs responsabilités, à même de lui permettre d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, à l'instar de tous les peuples et pays colonisés, car, a-t-il ajouté, nous avons subi l'injustice et nous avons vu comment des parties actives au niveau du Conseil de sécurité, à leur tête la France, imposent la logique de gestion du conflit au lieu de le résoudre". Le président sahraoui a condamné les tentatives de transformer la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) en "un simple outil de légitimation d'une réalité d'occupation militaire marocaine illégale de parties du territoire de la République sahraouie et la protection de toutes les pratiques agressives et coloniales de l'État d'occupation marocain,

comme répression, blocus, pillage, colonies et autres", estimant que "le silence international troublant", vis-à-vis des graves violations des droits de l'Homme commises par l'État d'occupation marocain à l'encontre des Sahraouis sans défense dans les parties occupées de la République arabe, en est la preuve. Le président Ghali a exprimé toute sa considération à la résistance héroïque du peuple sahraoui en terre occupée, à l'instar de Soltana Khaya et autres héroïnes de l'Intifidha de l'indépendance, avec à leur tête les lions de l'épopée de Gdim Izik et tous les détenus civils sahraouis dans les geôles marocaines". Il a également salué le nouvel élan dans les territoires occupés et le sud du Maroc, à l'instar de ce qui se passe à Dakhla, Boudj-dour, Laayoune et Smara pour rejeter les politiques criminelles de l'État d'occupation marocain qui, outre les enlèvements, les disparitions forcées, les assassinats et les génocides, cible les terres et les biens des citoyens sahraouis. "L'État d'occupation marocain démontre qu'il constitue une menace pour la paix et la stabilité dans la région et à travers le monde, en persistant dans son expansionnisme au Sahara occidental et en facilitant l'infiltra-

tion de ses alliés pour exécuter ses plans machiavéliques qui menacent la sécurité et la stabilité de nos peuples et de nos pays", a-t-il souligné. Le président sahraoui a tenu à saluer les positions des pays qui soutiennent la question sahraouie et son peuple dans son combat pour l'indépendance. Il a adressé ses remerciements et sa reconnaissance à l'Algérie, peuple et gouvernement, pour ses positions honorables. Et de saluer la position de l'Afrique du sud, symbole de la lutte contre l'Apartheid, en faveur du combat des peuples sahraoui et palestinien pour leurs droits à l'autodétermination et l'indépendance. Le président sahraoui a remercié aussi la Mauritanie qui, rappelle-t-il, était présente dès le début de la première guerre de libération contre l'occupation. À la fin, Ghali a affirmé que "le peuple sahraoui n'a pas de rancune envers le peuple marocain frère et nous aspirons à nous débarrasser de l'injustice et de la tyrannie et à construire des relations étroites basées sur la fraternité, le bon voisinage et le respect mutuel entre deux pays arabes et africains frères ainsi qu'avec tous les pays et les peuples de la région".

K. B. /APS

PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT DES CITOYENS

Le président Tebboune reste focus

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'État poursuit sa démarche visant à surmonter les retombées sociales de la pandémie Covid-19 notamment à travers les mesures de protection du pouvoir d'achat des citoyens.

En effet, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l'occasion des festivités de la célébration du 66e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 51e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, qui se sont déroulées à Hassi Messaoud, le président Tebboune a réaffirmé sa détermination à «poursuivre les efforts visant à surmonter les retombées sociales induites par la pandémie de Covid-19 et prendre en charge progressivement nos frères et sœurs qui ont été affectés, en veillant à ce que les pouvoirs publics appliquent, rigoureusement, toutes les mesures et dispositions visant à garantir la protection sociale et à protéger le pouvoir d'achat des citoyens». Le Président a rendu hommage aux sacrifices des travailleuses et des travailleurs à tous les niveaux. Il s'est incliné à la mémoire des choucha et des victimes de la pandémie. Le chef de l'Etat a salué, en outre, les positions honorables de l'UGTA pour la défense des intérêts du pays dans toutes les étapes qu'il a traversées. «L'UGTA dont de nombreux cadres et dirigeants sont tombés en martyrs du devoir national à leur tête le chahid Abdelhak Benhamouda, avait des positions honorables en toutes circonstances et épreuves où il fallait défendre les intérêts du pays, resserrer les rangs et renforcer le front interne», a-t-il souligné.

LES REVENUS ÉNERGÉTIQUES POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT

S'agissant de la fourniture des sources d'énergie à la population, le Président a indiqué à la même occasion « nous sommes fiers aujourd'hui de la réalisation



Ph: DG

d'un saut qualitatif et des niveaux parmi les plus élevés dans la région, voire dans le monde, à la faveur du raccordement de plus de 99% des foyers à l'électricité et 65% au gaz naturel, des efforts qui se poursuivent pour le raccordement des zones enclavées à travers le territoire national, des périmètres agricoles et des différentes exploitations en vue d'améliorer les conditions de vie de la population et renforcer la dynamique économique». Dans ce cadre, le Président a annoncé la poursuite du renforcement du rôle axial du secteur de l'Energie et des Mines dans la mise en œuvre de la stratégie de l'État en matière de relance économique et de transition énergétique. «Une stratégie visant à accroître nos capacités de production pour répondre aux besoins énergétiques du pays sur le moyen et long termes, à travers le développement des énergies nouvelles et renouvelables». «Cet intérêt découle de notre profonde conviction quant à l'importance majeure que revêt le secteur de l'Energie et des Mines en tant que vecteur de développement des autres secteurs économiques, et d'accélération de la politique de diversification des recettes, objectif pour lequel je me suis engagé en prenant les rênes du pays pour œuvrer à l'édification d'une économie nationale solide, diversifiée, créa-

trice de richesses, d'emplois et de bien-être social. Une économie susceptible de renforcer notre sécurité alimentaire, prémunir la nation de la dépendance aux hydrocarbures et faire de ceux-ci un moteur de développement et une source de diversification de l'économie».

LOI SUR LES HYDROCARBURES : LES TEXTES D'APPLICATION ACHEVÉS

À cet égard, Tebboune a affirmé son attachement à l'impérative poursuite et adaptation du cadre juridique de l'investissement dans les secteurs des hydrocarbures, des mines et des énergies renouvelables en vue d'encourager les investissements et garantir la sécurité énergétique du pays sur le long

terme. Annonçant que le Gouvernement a achevé tous les textes d'application relatifs à la loi sur les hydrocarbures et s'attelle actuellement au parachèvement de la mise en place du cadre juridique permettant de relancer l'investissement et faciliter et simplifier les procédures administratives y afférentes, et ce, en adéquation avec l'environnement économique actuel et les objectifs de promotion de la destination Algérie en matière d'investissements directs étrangers (IDE).

L'objectif principal demeurera celui de la préservation et du renforcement des capacités de production et d'exportation parallèlement à l'intensification des efforts d'exploration, l'amélioration des étapes d'extraction dans les champs de production,

la réalisation d'un meilleur fonctionnement, la numérisation, l'application des techniques de pointe et la réduction des coûts. L'État est déterminé, pour concrétiser cette démarche, à poursuivre ses efforts en matière d'investissement dans le secteur, la valeur des investissements devant dépasser 39 milliards dollars durant les quatre prochaines années, dont un taux de 70% sera consacré à l'exploration et au développement, notamment l'amélioration des taux de récupération, particulièrement au niveau des champs de Hassi-Messaoud et Hassi R'mel.

LA RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE EST DE MISE

Par ailleurs, le chef de l'Etat a indiqué « parmi nos priorités, la rationalisation de la consommation énergétique, l'efficacité de son utilisation et la diversification du mix énergétique, dans l'objectif d'apporter des solutions globales et durables aux défis environnementaux, mais également préserver et développer les ressources énergétiques fossiles. Une démarche qui permet de fournir des ressources supplémentaires orientées vers l'exportation».

Par ailleurs, la relance du secteur minier et la valorisation des richesses minières constituent une des priorités de l'État, et qui se traduit, entre autres, par le développement des mines de fer, de zinc et de phosphate, lesquels contribueraient à la réduction de la dépendance aux importations, la création de la richesse et des offres d'emplois, et la diversification des exportations hors hydrocarbures.

Sarah. Oub

DÉRIVÉS DE PÉTROLE

Les importations réduites de moitié en 2021

Également le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que le secteur des hydrocarbures notamment le gaz naturel avait prouvé sa disposition à contribuer à la sécurité énergétique des partenaires de l'Algérie. Précisant que le développement de la production primaire a enregistré une hausse notable en 2021 s'élevant à un taux de 14% pour les hydrocarbures et 23% pour le gaz sur fond de reprise de la dynamique économique internationale». L'Algérie a acquis « des capacités importantes en matière de valorisation des hydrocarbures disposant désormais de grandes infrastructures industrielles dans

le domaine de raffinage de pétrole, d'industries pétrochimiques, de transport via pipelines et d'exportation, notamment à travers les pipelines liant notre pays à l'Europe, outre les capacités de liquéfaction du gaz naturel et les méthaniers pour GNL», a souligné Tebboune. Ajoutant « ces efforts ont été couronnés par la réduction des importations des dérivés de pétrole à plus de 50% en 2021, en s'orientant vers l'exportation durant les prochaines années», rappelant qu'aucune quantité de carburant n'a été importée en 2021.

S. O.

GOUDJIL APPELLE LES ALGÉRIENS À RESSERRER LES RANGS POUR CONTRER LES ENNEMIS DU PAYS

« Tous derrière le Président »

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a appelé les Algériens à unifier davantage les rangs autour du président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour faire face à ceux qui affichent une haine envers la voie qu'emprunte l'Algérie avec détermination, pour renforcer ses institutions et conforter le processus démocratique ainsi que les libertés».

Plébiscité président du Conseil de la nation pour un nouveau mandat (2022-2024), Goudjil a affirmé que l'Algérie « sera toujours debout et aura son mot à dire dans les fora internationaux malgré les difficultés». Dans ce sillage, il a appelé les Algériens à « s'unir face aux dangers et menaces qui guettent le pays ». Rappe-

lant également la dernière visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Qatar et Koweït ainsi que l'accueil chaleureux qui lui a été réservé dans les deux pays, ajoutant que « cela ne fera que renforcer notre fierté d'appartenir à l'Algérie». « Les acquis remportés par l'Algérie déplaisent aux détracteurs de l'Algérie. Les soubresauts que connaît le monde aujourd'hui, ainsi que les différents conflits auront d'importantes répercussions sur notre pays d'où la nécessité de se préparer, de s'unir et de mettre nos appartenances politiques et nos problèmes de côté, pour préserver la souveraineté de notre décision politique et de nos positions face aux menaces extérieur », a poursuivi le président de la chambre haute du Parlement. Concernant les

attaques qui ciblent l'Armée nationale populaire (ANP), M. Goudjil a fait savoir que «cette armée est la digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) et occupe une place de choix dans les cœurs des Algériens», insistant sur «l'importance» de préserver l'Institution militaire « garante de l'indépendance du pays et protectrice de ses frontières ». Compte tenu de l'importance de la diplomatie parlementaire pour faire entendre la voix de l'Algérie à l'échelle internationale, Goudjil a mis l'accent sur la coordination entre les deux chambres du Parlement à tous les niveaux en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères sous la conduite du président Tebboune. Le président du Conseil de la nation a évoqué le processus d'édification institutionnelle et

l'approfondissement de l'exercice démocratique après l'arrivée au pouvoir du président Tebboune. « Il faut explorer la nouvelle Constitution pour comprendre l'Algérie nouvelle et son avenir... », a-t-il dit. Appelant au respect de l'État et de ses institutions et à faire preuve de la culture de l'État à tous les niveaux, Goudjil a déclaré: «Nous sommes sur la bonne voie pour réaliser cet objectif et nous avons au Parlement de grandes missions à accomplir, à commencer par les collectivités locales (code communal et de wilaya), en vue de soutenir les institutions de l'État et donner le véritable concept à l'exercice de la responsabilité au double plan local et national».

S. O.

PETROLE

Le prix du Brent caracole à 105 dollars

Les prix du pétrole se sont enflammés jeudi avant de s'apaiser un peu, l'opération aérienne et terrestre de l'armée russe contre l'Ukraine ayant propulsé en séance le baril de WTI américain à plus de 100 dollars, et le Brent à plus de 105 dollars, une première depuis 2014.

Le cours du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, référence de l'or noir en Europe, qui s'envolait de 8,78% à 105,34 dollars en matinée, a clôturé en baisse de 2,27% à 99,08 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en avril, qui plus tôt grimait de 8,66% à 100,10 dollars, a terminé à 92,81 dollars.

La Russie a lancé jeudi à l'aube une opération contre l'Ukraine, avec frappes aériennes à travers le pays, notamment la capitale Kiev, et l'entrée de forces terrestres depuis le nord, l'est et le sud du pays. La Russie étant l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz et de pétrole,



cette opération affole les investisseurs quant à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en énergie. La réaction de l'Occident et du président Joe Biden, et l'imposition de nouvelles sanctions bancaires qui jusque-là épargnent les transactions pétrolières russes, a modéré l'ascension des cours. Le président Biden a promis jeudi de puiser dans les réserves stratégiques de pétrole des États-Unis afin de soulager les Américains, inquiets de la hausse du prix des carburants. L'administration américaine avait commencé en

novembre à mettre sur le marché une certaine quantité de ses réserves stratégiques afin de juguler la hausse des prix du brut, qui a commencé avant l'intensification de la crise ukrainienne. Rien que la semaine dernière le gouvernement a ainsi retiré 2,4 millions de barils des stocks stratégiques pour les mettre à disposition du marché et en augmentant l'offre, tenter de faire baisser les cours, a indiqué jeudi l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Le prix du gallon d'essence (3,8 litres) aux États-Unis s'inscrit

en moyenne à 3,54 dollars, 20 cents de plus qu'il y a un mois et presque un dollar au-dessus de son prix l'année dernière. "Si la Russie devait couper l'approvisionnement de l'Europe, on peut s'attendre à ce que le prix du pétrole grimpe à 110 dollars le baril (...) Il y aurait alors une énorme pression sur l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït pour compenser les 3 millions de barils de pétrole par jour que la Russie fournit à l'Europe", a commenté Andrew Lipow de Lipow Oil Associates.

R. E.

AÏSSA BEKKAÏ FORMEL :

« Aucun navire ne quitte le port avant son contrôle »

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a déclaré que les navires doivent être munis d'une autorisation de contrôle pour quitter les ports algériens, précisant que les armateurs doivent obtenir cette autorisation pour poursuivre leur activité.

mauvaise gestion des sociétés et l'absence de contrôle constituent les principales causes à l'origine de la saisie des navires marchands algériens dans certains ports européens en 2021, a indiqué le ministre lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale. "Aucun navire, non muni d'une autorisation de contrôle, ne sera autorisé à quitter les ports algériens", a souligné M. Bekkaï, relevant qu'"un plan d'urgence a été mis en place pour relancer les sociétés commerciales propriétaires de ces navires et les rendre conformes aux standards internationaux". Un autre navire a été saisi, mercredi, dans un port européen, a-t-il fait savoir sans donner plus de détails. La situa-

tion des trois navires saisis en France et en Espagne a été régularisée en 2021. Celle du quatrième navire "Timgad" saisi en Belgique a été régularisée le 6 septembre 2021, a-t-il précisé. La saisie est due à "une défaillance technique" et à "des raisons liées à la situation financière des sociétés qui n'ont pas pu maintenir les navires en état de navigabilité". Pour faire face à la mauvaise gestion, le secteur a procédé au changement des responsables du Groupe algérien de transport maritime (GATMA) à l'origine du problème et à la fusion des deux compagnies nationales de navigation "CNAN NORD" et "CNAN MED", a-t-il précisé. Des enquêtes ont été ouvertes, les commandants des navires ont été renvoyés et un contrôle stricte des conditions de navigabilité, de santé et d'hygiène à l'intérieur des navires a été imposé, a-t-il ajouté. Le secteur œuvre également à accélérer la maintenance du navire Tariq Ibn Ziyad pour le remettre en activité, notamment à la lumière de la crise financière que connaît

l'entreprise nationale du Transport maritime des voyageurs (ENTMV) en raison des répercussions de la crise sanitaire à l'origine, entre autres, du retard accusé dans le paiement des travailleurs.

Ces entreprises "sont devenues une charge pour le trésor public, ce qui nécessite leur remise en surface", a-t-il souligné. En réponse à une question relative au renforcement du transport aérien à El-Oued et l'amélioration des transports urbains, le ministre a assuré l'examen de la demande présentée par le député, et du cahier des charges au niveau de l'aéroport, afin de déterminer l'activité des taxis et fixer les tarifs. De surcroît, les lignes de transport public vers l'aéroport international Houari Boumediene avaient été consolidées par une ligne ferroviaire et une station à l'intérieur de l'aéroport à destination de la gare d'Agha, en plus de la ligne de métro reliant l'aéroport à la place des Martyrs, laquelle atteint un taux de réalisation de 71 %.

R. E.

PERSONNES RECHERCHÉES POUR DES FAITS CRIMINELS Alger et Beyrouth signent, aujourd'hui, une convention d'extradition

L'opération « mains propres » menée à l'encontre d'anciens responsables de l'Etat et d'hommes d'affaire, depuis l'avènement de l'Algérie nouvelle, se poursuit, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Toutefois, si la procédure judiciaire s'avère courante à l'encontre des personnes en présence sur le territoire national, il n'en est pas de même pour ceux qui étaient en fuite à l'étranger. C'est le cas de le dire, puisque la justice algérienne est confrontée à certains cas qui relèvent d'une décision d'extradition. Pour lever cette entrave, l'Algérie mène un travail judiciaire avec les pays avec lesquels elle ne dispose pas d'accords dans ce volet. Dans la foulée, elle s'apprête à conclure un accord avec les autorités libanaises à l'effet de pouvoir extraditer, vice-versa, les personnes visées pour des faits criminels. Ainsi, a rapporté hier le ministère de la justice nationale dans un communiqué diffusé sur son compte des réseaux sociaux, l'Algérie et le Liban ont convenu d'un accord commun pour conclure un accord dans ce domaine. Autrement, deux conventions judiciaires permettant l'extradition des personnes recherchées pour des faits criminels seront signées entre Alger et Beyrouth. Pour ce faire, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tebbi, qui se trouve au Liban dans le cadre d'une réunion ministérielle arabe, et son homologue libanais Henry Khoury, signeront, aujourd'hui, deux conventions judiciaires. La première est relative à la coopération judiciaire dans le cadre pénal et la deuxième est inhérente à l'extradition des personnes poursuivies ou condamnées pour des faits liés à la criminalité.

F. G.

APN

Voici le calendrier des prochaines séances plénières

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale s'est réuni jeudi sous la présidence de Brahim Boughali, pour arrêter le calendrier des prochaines séances plénières. Ainsi, les travaux reprendront lundi prochain par une séance plénière consacrée au vote du projet de loi définissant l'organisation, la composante, le fonctionnement

et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST) et du projet de loi modifiant la loi 20-01 du 30 mars 2020 fixant les missions du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), a précisé un communiqué de l'APN. Selon le calendrier, une séance plénière est prévue lundi 1er mars et sera consacrée

à l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi 90-14 portant modalités d'exercice du droit syndical. Après la séance consacrée aux questions orales prévue jeudi 03 mars, l'Assemblée poursuivra ses travaux lundi 7 mars en plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2019 qui

sera soumis au vote parallèlement au projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical lors d'une plénière prévue mardi 8 mars. Le bureau a, par la suite, examiné les questions orales et écrites déposées à son niveau et décidé de transmettre celles remplissant les conditions légales au gouvernement. Le bureau de l'assemblée a, enfin,

soumis le projet de loi organique fixant les procédures et les modalités de saisine et du renvoi devant la Cour constitutionnelle à la Commission juridique, administrative et des libertés et examiné une demande relative à l'organisation d'une journée parlementaire, conclut le communiqué.

Sarah O.

IRAK

Le coronavirus sévit mais la vaccination piétine

Branchés à des respirateurs, un vieil homme et une jeune femme se partagent une chambre d'hôpital, à Bagdad. En Irak, le coronavirus sévit mais les vaccins suscitent toujours la méfiance et beaucoup de malades ne se rendent qu'en dernier ressort à l'hôpital.

Une fois franchi le seuil du département des soins intensifs de l'hôpital al-Shifaa, converti en centre Covid depuis le début de la pandémie, le "bip" lancinant et irrégulier des moniteurs et machines à perfusion domine. Dans cet établissement pouvant accueillir jusqu'à 175 patients, la moitié des 40 lits en soins intensifs sont occupés. Veillés chacun par un proche en masque et combinaison blanche, un vieil homme et une femme d'une vingtaine d'années sont soignés dans la même chambre. Dans une autre attenante, un sexagénaire asthmatique, lui aussi sous respirateur, s'agite et repousse sa couverture. "Il dit qu'il s'étouffe", s'alarme un membre de sa famille, réclamant un médecin. "Plus de 95% des malades du Covid-19 en soins intensifs ne sont pas vaccinés", indique à l'AFP Ali Abdel Hussein Kazem, adjoint du directeur de l'hôpital. Les 40 millions d'habitants en Irak font face depuis janvier à une quatrième vague épidémique, mais malgré 1.400 centres de vaccination, les autorités peinent à vaincre un scepticisme généralisé. Moins de 10 millions de personnes ont été vaccinées --soit 25% de la population--, selon le porte-parole du ministère de la Santé, Seif al-Badr. Parmi elles, moins de 7 millions seulement ont reçu deux doses et, pour la troisième, ils sont moins de 100.000. A titre de comparaison, en Iran voisin, 66% des 83 millions d'habitants ont reçu deux doses.

"STADE CRITIQUE"

Autre tendance constatée par Mohamed Salih, directeur des soins intensifs à al-Shifaa, "la plupart des patients se déplacent uniquement (à l'hôpital) après avoir atteint un stade critique". Ils préfèrent "rester longtemps à la maison" à cause des "rumeurs" circulant sur les réseaux sociaux qui minimisent la gravité du coronavirus ou appellent à se méfier de la vaccination, regrette-t-il. Selon le médecin, "90% des



PH : DR

malades ont plus de la soixantaine" et "la plupart souffrent de maladies chroniques: diabète, tension artérielle, des maladies des reins". Effectuant sa ronde matinale avec son équipe, il consulte des radiographies et donne ses instructions, accompagné de médecins et d'infirmiers de Médecins sans frontières (MSF). Depuis novembre, l'ONG fournit son expertise à l'établissement. Outre une formation permettant de "garantir des soins durables", le programme apporte des soins de physiothérapie et une aide psychologique. Mais lutter contre la désinformation est aussi une priorité, appuie Daniel Uche, responsable du programme. "La plupart des femmes enceintes que nous avons admises ne sont pas vaccinées, elles craignent un impact sur leur bébé", note-t-il.

"RUMEURS"

Mais les réticences des malades à se faire hospitaliser tiennent également à la piètre réputation du système de santé irakien, mis à genoux par des décennies de guerre et surtout d'embargo international. "Les gens ont peur des hôpitaux, à cause des rumeurs qui leur parviennent, selon lesquelles on ne leur fournira pas les soins adéquats", confie un infirmier sous couvert d'anonymat. En 2021, deux incendies meurtriers ont frappé des hôpitaux

publics à quelques mois d'intervalle et suscité l'indignation alors que plus de 80 personnes ont péri en une nuit dans un établissement de la banlieue de Bagdad. Les défis abondent reconnaissent les autorités. A commencer par le budget santé qui n'atteint même pas les 2% des dépenses de l'Etat. "Pour les précédents gouvernements, la Santé n'était pas une priorité", déplore Seif al-Badr. Et ce alors même que "les infrastructures sanitaires de certaines provinces ont été entièrement détruites dans la guerre contre le groupe Etat islamique". Mais aujourd'hui "nous avons des milliers de lits disponibles pour les personnes qui seraient en difficulté respiratoire" et "nous avons aussi les médicaments et équipements nécessaires, ainsi que les vaccins", assure le porte-parole du ministère de la Santé. Au total, plus de 2,2 millions de contaminations ont été officiellement enregistrées en Irak, dont plus de 24.000 décès. Les infections sont toutefois en baisse selon les derniers bilans des autorités qui tournent autour des 2.000 cas quotidiens. Contaminé malgré ses deux doses de vaccin Pfizer, mais enfin guéri, Farouk Naoum va lui quitter al-Shifaa. "C'est mon 31e jour. J'ai été hospitalisé le 9 janvier. Il faut faire attention, très attention", dit le septuagénaire.

Pub

TUNISIE

Allègement des restrictions sanitaires imposées aux arrivants

Le ministère tunisien de la Santé a décidé, vendredi, d'alléger, à partir de demain 26 février 2022, les restrictions sanitaires imposées aux arrivants en Tunisie dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, s'agissant, notamment, des conditions d'entrée en Tunisie et de l'actualisation des protocoles sanitaires dans divers secteurs, compte tenu de l'amélioration des indicateurs épidémiologiques liés à la pandémie de la Covid 19. Dans un communiqué, publié vendredi, le ministère a fait savoir que les personnes arrivant en Tunisie âgées de plus de 18 ans et ayant terminé leur schéma vaccinal sont exemptées de présenter un test PCR, à condition qu'ils disposent d'une attestation de vaccination. Les arrivants non ou partiellement vaccinés âgés de plus de 18 ans sont tenus de présenter un résultat négatif d'un test PCR de moins de 48h, ou le résultat négatif d'un test rapide ne dépassant pas les 24 heures avec l'obligation d'un auto-confinement de 5 jours. Par ailleurs, les enfants de moins de 18 ans arrivant en Tunisie sont exemptés de l'obligation de présenter un test PCR, un certificat de vaccination ou un passe vaccinal. Le ministère a, également, décidé de faire subir aux personnes de plus de 18 ans des tests rapides ou des tests PCR pour dépister une éventuelle infection au SARS-Cov 2 à leur arrivée en Tunisie. En cas de contamination, un auto-confinement de cinq jours est recommandé et de 7 jours si les symptômes persistent. Il a également été décidé de suspendre le système "E7MI" jusqu'à nouvel ordre. Quant à la mise à jour des protocoles sanitaires dans les différents secteurs, il a été décidé, à partir du 1er mars prochain, de porter la capacité d'accueil à 100% pour les espaces ouverts et à 75% pour les espaces fermés, avec le maintien des mesures relatives à la présentation d'un passe vaccinal et au port d'un masque de protection. La capacité d'accueil dans les espaces fermés sera portée à 100% à partir du 1er avril prochain avec le respect des mesures de protection. Selon la même source, les protocoles sanitaires seront actualisés en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique dans le pays.

SÉISME EN INDONÉSIE

Au moins sept morts et 85 blessés

Au moins sept personnes sont mortes et 85 ont été blessées vendredi dans un séisme de magnitude 6,2 qui a secoué le nord de l'île de Sumatra, en Indonésie, ont annoncé les autorités. Le tremblement de terre s'est produit quelques minutes après un séisme plus léger, qui a poussé les habitants apeurés à évacuer leurs maisons. Le tremblement de terre s'est produit à 01H35 GMT à une profondeur de 12 kilomètres et à 70 kilomètres de la ville de Bukittingi, située dans la province de Sumatra occidentale, a précisé l'Institut sismologique américain (USGS). La majorité des victimes sont des habitants des districts de Pasaman et du Pasaman occidental, à une vingtaine de kilomètres de l'épicentre, selon l'Agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB).

MÊME SI LES ALGÉRIENS EN GARDENT UN MAUVAIS SOUVENIR

Pourquoi le stade de Japoma peut être favorable pour les Verts



Phs : DR

Comme tout le monde le sait, la Fédération Internationale de Football "FIFA" a mis un terme à la polémique, en actant le choix du stade "Japoma" de la ville de Douala, comme lieu du match aller entre les sélections du Cameroun et d'Algérie dans le cadre des barrages qualificatifs pour le Mondial- 2022 qui aura lieu au Qatar.

Il faut dire que le choix du stade "Japoma" a été différemment apprécié par les supporters algériens, au vu de l'optimisme des uns et du pessimisme des autres, sachant que les camarades de Mahrez gardent un mauvais souvenir de ce stade où ils viennent de signer l'une des plus mauvaises participations algérienne dans la CAN.

Malgré cela, il y a trois raisons faisant du choix de ce stade un paramètre positif pour les Verts, dont la première l'option de la capitale de la Guinée équatoriale, Malabo, comme lieu du stage de la bande à Belmadi qui débutera le 21 mars avant de se rendre à Douala la veille de la rencontre fixée au 25 mars.

On sait que le climat de Malabo ressemble beaucoup à celui de la ville camerounaise de Douala, caractérisé par

une humidité élevée, ce qui fait que les Algériens seront un peu habitués aux conditions climatiques de la ville camerounaise, contrairement à ce qui avait été le cas lors de la CAN qu'ils ont préparée à Doha dans d'autres conditions météorologiques. Quant à la deuxième raison qui pourrait bien faire du choix du stade de Douala un point positif pour les Fennecs, elle a trait à la pelouse de Japoma, qui, bien qu'elle soit en mauvais état, et cela s'est vérifié lors de la précédente CAN, mais elle devrait cette fois-ci arranger les affaires des Verts, car c'est l'adversaire qui sera dans l'obligation de faire le jeu pour réaliser un score rassurant avant la deuxième manche à Blida. D'ailleurs, Belmadi lui-même avait admis que ce stade est favorable aux équipes qui ferment le jeu, comme ce fut le cas

avec la Sierra Leone et la Guinée équatoriale lors de leurs matchs contre l'Algérie dans la CAN. La troisième raison est que le Cameroun n'est pas très habitué à ce stade, puisque les coéquipiers du buteur Vincent Aboubakar n'ont disputé que quatre rencontres à l'enceinte footballistique de Douala inaugurée en 2020. C'était contre le Rwanda, le Mozambique, la Côte d'Ivoire et la Gambie. Quant à l'équipe nationale algérienne, elle y a disputé trois matchs, ce qui veut dire que la différence n'est pas grande, même si l'aventure des "Verts" dans ce stade a tourné au cauchemar, mais on suppose qu'ils ont acquis, en revanche, une bonne expérience de l'ambiance de la ville de Douala et du stade Japoma en prévision de ce match tant attendu.

Hakim S.

HOCINE BENAYADA :

«Prêt à remplacer Attal contre le Cameroun»

Le défenseur international algérien Hocine Benayada a évoqué trois facteurs qui permettent, à ses yeux, de passer l'écueil de la sélection camerounaise lors des barrages qualificatifs pour le Mondial-2022 en mars prochain.

À ce propos, l'actuel joueur de l'ES Sahel de Tunisie a rassuré que l'équipe algérienne a déjà surmonté son élimination précoce de la Coupe d'Afrique des nations qui s'est déroulée au Cameroun, et réfléchit à la prochaine étape décisive qui la mènera vers la Coupe du monde au Qatar prévue en décembre 2022.

Le natif d'Oran a fait savoir dans ce registre que les préparatifs des deux matches contre le Cameroun ont commencé immédiatement après la fin du match contre la Côte d'Ivoire lors de la dernière Coupe d'Afrique des Nations. Et pour composer



son billet pour la messe plannétaire, Benyada a estimé devoir suivre trois règles : respecter l'adversaire, une très bonne préparation des joueurs pour les deux matches et application des conseils de l'entraîneur.

Et d'enchaîner : "Le football n'est pas une science

exacte. Vous avez vu ce qui s'est passé lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations. Nous devons respecter l'adversaire et être prêts, si Dieu le veut, et écouter attentivement les consignes de l'entraîneur Djamel Belmadi. Ce sont les trois règles les plus importantes que nous

devons appliquer contre le Cameroun." Benayada a, en outre, affirmé qu'il était prêt à remplacer Youssef Atal, qui sera absent du Cameroun pour cause de blessure, s'il est appelé par l'entraîneur national pour occuper le poste de défenseur droit.

"Je souhaite un prompt rétablissement à mon frère Atal. Quant à savoir qui joue ou ne joue pas, cette question est du ressort du sélectionneur que je remercie beaucoup pour la confiance qu'il m'a accordée. De mon côté, je travaille dur pour être prêt le jour "j", a-t-il encore dit. À souligner que le sélectionneur national, Djamel Belmadi, se trouve à Alger depuis mercredi passé, pour entamer ses préparatifs de la double confrontation de l'équipe nationale contre les Lions indomptables camerounais, prévue les 25 et 29 mars.

H. S.

LES VERTS

LIGUE 2 (19^E JOURNÉE)

Les ténors, entre rachat et déplacements à haut risque

La 19^e journée de Ligue 2, prévue aujourd'hui à 14h00, s'annonce comme celle du rachat pour le trio de tête du Groupe Ouest : le RC Kouba, le CR Témouchent et le MC El Bayadh, ayant tous raté le coche le week-end dernier, alors que dans le Groupe Est, le leader JS Bordj Ménaïel, appelé à effectuer un périlleux déplacement chez le NRB Telegma (4e), sera plus que jamais menacé par un retour de ses principaux poursuivants, l'USM Khenchela (2e) et l'USM Annaba (3e).



En effet, si le RCK était passé complètement à côté dans son derby algérois contre l'USM El Harrach, en s'inclinant (1-0) au stade du 1er-Novembre, aucun de ses principaux concurrents pour le leadership n'a profité de cette aubaine, car le CR Témouchent (2e) a été tenu en échec à domicile par le MCB Oued Sly (0-0), alors que le MC El Bayadh (3e) s'était contenté d'un nul (1-1) chez le GC Mascara. Ainsi, aucun des ténors du Groupe Ouest n'a vraiment profité des conditions favorables qui lui ont été offertes au cours de la 18^e journée, au grand dam de leurs supporters, auprès desquels ils devront donc se racheter ce week-end, à commencer par le leader koubéen, qui aura probablement fort à faire contre le GC Mascara. En effet, outre son statut de prétendant à l'accession (4e/28 pts), le Ghali a également beaucoup à se faire pardonner ce samedi, car il reste lui aussi sur un nul à domicile, contre le MCEB. Une situation qui devrait en faire un concurrent plus sérieux pour les Vert et Blanc, et dont les principaux concurrents ont hérité de fortunes diverses au cours de cette 19^e journée, car si le dauphin CR Témouchent est appelé à effectuer un périlleux déplacement chez la JSM Tiaret (8e/25 pts), le troisième, le MC El Bayadh, devrait avoir la tâche un peu plus facile, en accueillant le malclassé USM Bel-Abbès (avant-dernier/15 pts).

Autres duels intéressants, qui vaudront le détour dans le Groupe Ouest, les chocs entre anciens pensionnaires de l'élite, à savoir : CA Batna - MO Constantine, AS Ain M'lila - CA Bordj Bou Arreridj, MO Béjaïa - US Chaouia et MC El Eulma - JSM Béjaïa. Là encore, et outre le standing des différents antagonistes, l'enjeu sera de taille, car les points qui seront mis en jeu ce samedi vaudront leur pesant d'or, aussi bien pour les formations qui jouent le haut du tableau que pour celles qui luttent pour le maintien.

JS KABYLIE

L'interdiction de recrutement levée

La JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) a annoncé la décision de la Fédération internationale (Fifa) de lever l'interdiction de recrutement infligée à la formation kabyle au niveau international, dans un communiqué publié jeudi soir sur son site officiel. "La JSK informe ses fans et supporters que la Fédération Internationale (Fifa) a levé la sanction d'interdiction de recrutement, imposée au club, au niveau international, suite au contentieux, hérité de l'ancienne direction (présidée par Ché-

rif Mellal, ndr), l'opposant à l'ancien entraîneur français du club Denis Lavagne", a indiqué le club. La JSK a engagé trois joueurs lors du mercato d'hiver, clôturé jeudi à minuit, dont l'attaquant burkinabé Mohamed Lamine Ouattara (ex-Sonabel/Burkina Faso). Il y'a eu également le recrutement de deux autres joueurs, passés auparavant par la JSK: le défenseur central Badreddine Souyad (ex-MC Oujda/Maroc) et le milieu de terrain Salim Boukhanouchouche (ex-Abha SC/Arabie saoudite). "La JSK saisit

cette occasion pour témoigner sa reconnaissance et exprimer sa gratitude à toutes les parties ayant collaboré au règlement de cette affaire, tout particulièrement, la Fédération algérienne (FAF), la Ligue de football professionnel (LFP) et l'Adanis Foot Mondial". Enfin, le club phare du Djurdjura a indiqué que "les joueurs recrutés lors du mercato hivernal, sont désormais tous qualifiés". Éliminée sans gloire dès le 2^e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la

Confédération africaine face aux Royal Léopards d'Esawtini (aller: 0-1, retour: 2-1), la JSK a clôturé la phase aller du championnat à la 8^e place au classement avec 28 points, à sept longueurs du leader et détenteur du titre honorifique de champion d'hiver, le CR Belouizdad. Les "Canaris" entameront la seconde partie de la saison ce vendredi à domicile face à l'Olympique Médéa au stade du 1^{er}-novembre de Tizi-Ouzou (15h00), à l'occasion de la 18^e journée du championnat.

FAF

Signature jeudi d'un mémorandum d'entente avec la SAFA

La Fédération algérienne de football (FAF) et son homologue sud-africain de football (South African Football Association, SAFA), signeront jeudi à Alger, un mémorandum d'entente et de coopération, indique l'instance fédérale sur son site officiel. Profitant de la rencontre-retour entre les sélections féminines des deux pays, à l'occasion des éliminatoires de la CAN-2022, les présidents des deux fédérations, Amara Charaf-Eddine (FAF) et Danny Jordaan (SAFA), ont eu un long entretien autour de questions qui feront l'objet d'un programme riche en échanges et intenses activités dans divers domaines footballistiques entre les deux instances, précise la même source. La sélection féminine algérienne de football avait raté la qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2022), après le match nul concédé face à l'Afrique du Sud (1-1), en match retour du 2^e et dernier tour des éliminatoires, disputé mercredi au stade Omar-Hamadi (Alger). Les protégées de la sélectionneuse Radia Fertoul avaient été battues, lors du match aller à Johannesburg (2-0).

RADIA FERTOUL, SÉLECTIONNEUSE DE L'ÉQUIPE NATIONALE DAMES :

«Le manque de compétition nous a été fatal»

La sélectionneuse de l'équipe nationale de football (dames) Radia Fertoul, a expliqué l'échec des "Verts" à se qualifier à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Maroc, face à l'Afrique du Sud, par le "manque de compétition et d'expérience" chez les joueuses. "Le manque de compétition depuis novembre a influé négativement sur le rendement de l'équipe. Il y a aussi le manque d'expérience chez la plupart des joueuses qui a mon sens justifie cette élimination", a réagi Fertoul. La sélectionneuse des "Verts" s'exprimait mercredi soir à l'issue du match nul concédé face à l'Afrique du Sud (1-1) au stade Omar-Hamadi d'Alger. Lors de la première manche disputée vendredi dernier à Johannesburg, l'Algérie s'est inclinée (2-0). "Le tirage au sort ne nous a pas épargné en héritant du vice-champion d'Afrique. Cette équipe est en pleine période de reconstruction. Nous n'avons pas encore arrêté l'ossature de la sélection nationale.", a-t-elle ajouté. Revenant à ce match retour, Radia Fertoul a regretté l'annulation du but inscrit par l'Algérie en première période, qu'elle a jugé "valable": "Nous avons marqué un but valable qui a été malheureusement annulé". Avant d'enchaîner sur les choix des joueuses, dont la majorité évoluent à l'étranger: "Je suis en train de suivre les joueuses locales, et je pense que je n'ai lésé personne, car j'estime avoir convoqué les meilleures". Enfin, Radia Fertoul a salué l'effort de la Fédération algérienne (FAF), dont la stratégie tend à développer le football féminin au pays. "Il y a une grande volonté de la part de la FAF pour le développement du football féminin. Il y a plusieurs raisons qui empêchent la femme d'intégrer le monde du football, j'espère que nos clubs soutiennent la formation", a-t-elle conclu. Outre l'Afrique du Sud, onze autres pays prendront part à la CAN-2022 (2-23 juillet), il s'agit du Maroc (pays hôte), l'Ouganda, Burundi, Zambie, Sénégal, Togo, Tunisie, Nigeria, Burkina Faso, Botswana, et Cameroun. Les quatre premiers du tournoi seront directement qualifiés pour le mondial Australie/Nouvelle-Zélande 2023, tandis que deux sélections supplémentaires disputent le tournoi de barrage intercontinental.

Le FC Barcelone a obtenu son ticket pour les huitièmes en dominant Naples (4-2) contrairement au Borussia Dortmund, qui n'a pas su refaire son retard face aux Glasgow Rangers (2-2), jeudi en barrages retour de la Ligue Europa.

Les Barcelonais n'ont laissé aucun espoir à Naples grâce à un début de match prolifique avec deux buts : l'un de Jordi Alba (8e) et l'autre de Frenkie de Jong (13e). À Naples, le stade Diego Armando Maradona a frissonné avec le penalty transformé par Insigne (22e), dans une confrontation entre les deux clubs liés à la figure du "Pibe de oro". Mais le Barça de Xavi, en pleine renaissance, a poursuivi sa démonstration par l'intermédiaire de l'expérimenté Gérard Piqué (45e) et de la recrue du dernier mercato Pierre-Emerick Aubameyang (59e). Autre club européen prestigieux, le Borussia Dortmund a vécu une soirée très différente, en Ecosse, après un naufrage lors du match aller (4-2). Les coéquipiers du buteur star Erling

PREMIER LEAGUE

Manchester City veut se redonner de l'air

Liverpool étant privé de Championnat par la finale de la Coupe de la Ligue, dimanche, contre Chelsea, Manchester City aura l'occasion de reprendre un peu d'air en tête du classement lors de la 27^e journée de Premier League. Pour cela, il faudra aller l'emporter, samedi, à Everton (16e) qui ne semble pas encore avoir trouvé son rythme de croisière sous les ordres de Frank Lampard. Parmi les autres matches à suivre, la victoire sera impérative pour Manchester United, qui reçoit le relégable Watford, samedi, s'il veut défendre sa 4^e place qualificative pour la Ligue des champions. Après les déclarations très moroses d'Antonio Conte à la suite de la défaite à Burnley (1-0) mercredi, la 4^e en 5 journées pour les Spurs, on guettera aussi, samedi, la réaction de Tottenham à Leeds, étrillé par les Reds (6-0) et désormais pleinement engagé dans la lutte contre la relégation.

Le programme:

Vendredi 25 février
Southampton - Norwich City
Samedi 26 février
Leeds United - Tottenham
Brighton - Aston Villa
Crystal Palace - Burnley
Manchester United - Watford
Brentford - Newcastle
Everton - Manchester City
Dimanche 27 février
West Ham - Wolverhampton
Mercredi 16 mars
Arsenal - Liverpool
Date indéterminée:
Chelsea - Leicester.

EUROPA LEAGUE

Le Barça s'envole en 8^e, Naples et Dortmund sombrent



Haaland, toujours absent en raison de problèmes musculaires ont été tenus en échec (2-2). Les Allemands subissent une nouvelle élimination, deux mois après celle vécue en coupe d'Allemagne en huitièmes de finale.

PORTO ET LE SÉVILLE FC PASSENT

Dans le premier choc de la soirée, le FC Porto s'est qualifié pour les huitièmes en tenant en échec la Lazio de Rome (2-2), après avoir remporté le match aller (2-1). Les Italiens ont lancé la rencontre avec Immobile

(19e), avant d'encaisser deux buts (31e, 68e), et de se réveiller en toute fin de match par Cataldi (90e+5). Autre cadore de la compétition, le Séville FC, qui poursuit son parcours malgré sa défaite face au Dynamo Zagreb (1-0).

Les Espagnols, sérieux prétendants à la victoire finale, avaient pris suffisamment d'avance lors du match aller en Andalousie (3-1). Le RB Leipzig, demi-finaliste de la Ligue des champions en 2020, a validé son ticket pour les huitièmes face aux Basques de la Real Sociedad (3-1), avec une reprise de Willi Orban après

un penalty arrêté (39e), une frappe puissante sous la transversale d'Andre Silva (59e) et un penalty d'Emil Forsberg (89e).

Dans les autres principaux matches du jour, l'Atalanta a validé tranquillement son ticket en dominant l'Olympiakos (3-0), comme le Bétis Séville face au Zenit Saint-Petersbourg (0-0) et le Sporting Braga face au FC Sheriff aux tirs au but (2-0, 3-0 aux t. a. b.). Les barragistes victorieux retrouveront en huitièmes de finale les huit équipes directement qualifiées après les phases de groupes.

UKRAINE

La Fifa "préoccupée" par une situation "tragique et inquiétante"

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa) Gianni Infantino s'est dit jeudi "préoccupé" face à une situation "tragique et inquiétante" après le lancement par la Russie d'une intervention militaire en Ukraine, sans néanmoins faire d'annonce sur les prochains matches organisés sur le territoire russe. "J'ai été choqué par ce que j'ai vu, je suis inquiet et préoccupé par cette situation.

La Fifa condamne l'utilisation de la force par la Russie. La violence n'est jamais une solution. Nous appelons tous les acteurs à restaurer la paix à travers un dialogue constructif", a

affirmé le dirigeant en conférence de presse, alors que la Russie doit accueillir une voire deux rencontres de barrages du Mondial-2022 les 24 et 29 mars.

"La Fifa va continuer de surveiller la situation et les développements en relation avec les matches de qualifications au Mondial seront communiqués en temps voulu", a prévenu l'instance dans un communiqué.

Les fédérations des trois pays susceptibles de se rendre en Russie fin mars lors des barrages de la Coupe du monde, la Pologne, la Suède et la République tchèque, avaient conjointement demandé, dans un

communiqué publié un peu plus tôt, à délocaliser ces rencontres.

L'UEFA, confédération européenne du football, avait déjà "condamné fermement l'invasion militaire" russe en Ukraine plus tôt dans la journée, avant de réunir un comité exécutif extraordinaire vendredi (10h00), notamment pour étudier le sort de la finale de la Ligue des champions, prévue à Saint-Petersbourg le 28 mai.

Des appels à la relocalisation ont émané des dirigeants européens, notamment du Premier ministre britannique Boris Johnson, opposé à la tenue de l'événement en Russie.

LEEDS

Rien ne va plus pour Marcelo Bielsa

Cartonné par les Reds (6-0), le club de Marcelo Bielsa est au plus mal. Et son entraîneur aussi. Il n'y avait pas que de la Ligue des Champions hier soir. À Anfield, Liverpool disputait son match en retard de la 19^e journée de Premier League contre Leeds. Et ce matin, l'Angleterre se frotte les mains. Les hommes de Jürgen Klopp ont explosé ceux de Marcelo Bielsa (6-0). Résultat : les Reds ne sont plus qu'à trois petits points de Manchester City au classement. Mais si la perfide Albion se réjouit de voir son championnet être relancé, les Peacocks ne partagent pas vraiment cet enthousiasme.

Quinzième du classement, Leeds vient d'enchaîner une troisième défaite de rang en championnat et reste sur cinq rencontres sans victoire depuis le succès acquis face à West Ham le 16 janvier dernier). Une mauvaise nouvelle pour l'ancien club d'Éric Cantona. Désormais, Leeds n'est qu'à trois longueurs du premier relégable (Burnley) et trois de ses poursuivants (Everton, Newcastle, Burnley) comptent un ou deux matches en moins. De

quoi rendre inquiet Bielsa. « Un résultat comme aujourd'hui (hier) ne s'explique pas avec les absences. Nous luttons contre la relégation. Bien sûr, ça m'inquiète, comment c'est possible autrement ? On n'a jamais pu réduire les distances entre les deux équipes.

LA HYPE BIELSA A TOTALEMENT DISPARU

En seconde période, nous pensions qu'il serait difficile de faire jeu égal, mais nous voulions empêcher ou éviter ce qui a fini par arriver. » Tête basse, Bielsa arrive-t-il à la fin de son cycle à Leeds ? Coach des Peacocks depuis 2018, El Loco avait prolongé son contrat jusqu'en juin prochain.

À l'heure actuelle, il n'est pas vraiment question de rempiler. Et pour la presse anglaise, cette déroute à Anfield pourrait marquer un tournant dans la saison de Leeds et de Bielsa. « L'entêtement et la naïveté de Bielsa pourraient coûter à Leeds sa place en Premier League », écrit le Daily Mail. Ça ne sent pas très bon pour Bielsa...

BARRAGES MONDIAL-2022

Les futurs adversaires de la Russie s'opposent à un déplacement dans le pays

Les fédérations suédoise, polonaise et tchèque s'opposent à disputer un match en Russie en barrages de qualification à la Coupe du monde 2022 de football, prévus entre les 24 et 28 mars, en raison de l'offensive de l'armée russe lancée jeudi en Ukraine. Un communiqué commun des trois fédérations a d'ailleurs été publié dans ce sens, pour demander à "ne pas jouer sur le territoire russe", montrer leur détermination et contraindre la Fédération internationale (Fifa) à prendre une décision. Un porte-parole de la Fédération suédoise (SvFF), Karl-Erik Nilsson, a indiqué qu'en l'état actuel des choses, il serait "presque impensable" que les barrages de qualification à la Coupe du monde 2022, programmés les 24 et 28 mars, soient maintenus.

"Telle que la situation se présente aujourd'hui, il n'y a absolument aucune envie de jouer un match de football en Russie", a-t-il affirmé auprès de l'agence Reuters. Selon le quotidien polonais Przegląd Sportowy, la Pologne, opposée à la Russie le 24 mars, est du même avis, ainsi que la République tchèque, possiblement ensuite sur sa route pour rejoindre le Mondial au Qatar, en cas de victoire face à la Suède. Outre le Championnat ukrainien déjà suspendu pour 30 jours, la sélection russe pourrait donc voir son calendrier modifié, ses prochains adversaires se réservant le droit de ne pas l'affronter.

L'Ukraine jouera bien les barrages de la Coupe du monde

Les barrages de la Coupe du monde de la zone Europe ont lieu dans un mois. Pendant que la Suède, la Pologne et la République tchèque refusent d'affronter la Russie, l'Ukraine doit jouer face à l'Ecosse le 24 mars prochain, avant une éventuelle finale contre le Pays de Galles ou l'Australie. Mais dans quel état sera la sélection d'Oleksandr Petrakov ? Après le début de la guerre avec le voisin russe ce matin, le championnat est stoppé pour un mois, tandis que tout le pays est concentré sur la défense de ses frontières. « Je crois qu'après notre victoire rapide (dans ce conflit), nous continuerons à nous préparer pour les matchs décisifs de l'équipe nationale d'Ukraine dans les barrages de la Coupe du monde », rétorque le sélectionneur dans le Daily Mail, qui ne compte pas quitter la capitale. « Dans de tels moments, le sport passe au second plan. L'essentiel est la vie, la paix, la tranquillité des gens. J'ai 64 ans, j'ai vécu à Kiev toute ma vie. Je suis ici maintenant, je ne vais nulle part et je suis prêt à aider mon pays. »

TIPASA. AQUACULTURE

Cinq projets d'investissement approuvés

Des actes de concession pour la création d'unités spécialisées en aquaculture ont été remis jeudi à cinq investisseurs privés de la wilaya de Tipasa en application de la stratégie des autorités supérieures du pays visant l'encouragement de divers types d'investissements, dans l'attente de l'approbation de cinq autres projets.

Ces actes de concession, remis par le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, à cinq investisseurs privés, portent sur la création d'unités aquacoles dans la partie ouest du littoral de la wilaya. Les dossiers de ces projets sont restés des années au fond des tiroirs, en raison de "nombreuses entraves bureaucratiques", ont assuré les investisseurs concernés. L'entrée en exploitation de ces projets permettra la création de 130 emplois directs et la production de 3 335 tonnes de différentes espèces de poissons, dont notamment la daurade royale et le loup de mer, qui seront élevés dans des cages flottantes (44 cages au total), ce qui va "grandement contribuer à la relance du marché du poisson au niveau local et national", a indiqué le wali, dans son intervention à l'occasion. M. Boucetta, a annoncé, par ailleurs, l'approbation attendue de cinq autres projets aquacoles, dont le plus important est



celui d'une ferme d'élevage de crevettes, une première expérience, de ce type à Tipasa. Le chef de l'exécutif s'est, par ailleurs, engagé à l'accompagnement des investisseurs, notamment en matière d'affectation d'assiettes foncières, mitoyennes à leurs projets, au sein des zones d'activités, pour leur exploitation comme entrepôts, unités frigorifiques et espaces de stockage du poisson et des aliments pour poissons. S'agissant des prix élevés des aliments qui sont importés, le wali de Tipasa a exprimé sa disponibilité à donner son accord pour la création d'une usine de production de ce type d'aliments, au cas où un investisseur présenterait un projet dans ce domaine. Les actes de concession accordés, ce jeudi, concernent d'anciens dossiers déposés en 2012, 2016 et 2017, et qui ont

été débloqués dans le cadre de la nouvelle dynamique enregistrée actuellement en Algérie. À noter que la wilaya de Tipasa compte, actuellement, trois projets spécialisés en aquaculture d'une capacité de production annuelle de 137 tonnes (moules, huîtres et daurade royale), dans l'attente de l'entrée en production "prochainement" de deux autres projets d'élevage de moules et d'huîtres, selon le directeur local de la pêche, Ahmed Tabbirt.

La commission de wilaya chargée de l'octroi des actes de concessions pour la création d'unités en aquaculture, présidée par le wali, s'attelle actuellement, à l'examen de cinq autres dossiers d'investissement, dont le plus important celui d'élevage de crevettes, a ajouté le même responsable.

NÂAMA. AÏN SEFRA

Raccordement de 256 foyers ruraux au réseau de gaz naturel

Quelque 256 foyers des centres ruraux de la commune d'Aïn Sefra (wilaya de Nâama) ont été raccordés au réseau de gaz naturel à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens et de la nationalisation des hydrocarbures, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz. Le wali de Nâama, Derradji Bouziane, a supervisé l'opération de mise en service de cette énergie profitant à deux lotissements d'habitat rural aux environs de la ville de Aïn Sefra, à la faveur de la réalisation d'un réseau de distribution de gaz naturel long de 4,3 kilomètres pour un coût de 50 millions DA. La même direction a lancé, en parallèle, une campagne de sensibilisation des habitants de ces zones et d'explication des mesures préventives à respecter pour une utilisation sécurisée des équipements de chauffage et de chauffe-eau conformément aux normes de sécurité en vigueur. Par ailleurs, les autorités locales de la commune d'Aïn Sefra ont assisté à la mise en œuvre d'une station de pompage d'eau potable d'une capacité de 160

mètres cubes pour approvisionner les habitants du quartier "Bendouma" et les nouveaux centres ruraux au nord de cette commune à partir de deux réservoirs d'eau d'une capacité de 3 000 m³. Une opération de raccordement de cette station aux conduites d'eau est en cours de réalisation sur une longueur de 14 km, afin de couvrir les lotissements ruraux et sociaux et les nouvelles cités d'habitat,

en plus d'augmenter le ratio de distribution d'eau potable dans les "prochains jours" de 8 heures à 24 h/j à longueur de la semaine, selon la direction de l'hydraulique. En outre, d'autres opérations entreront en service dans le secteur des ressources en eau avant l'été prochain dont trois infrastructures de stockage au niveau des communes d'Aïn Sefra et de Mécheria. Les travaux enregistrent un taux

d'avancement appréciable, a déclaré la directrice de wilaya du secteur Hafsi El-Kaïma. Parmi les opérations qui tirent à leur fin, figurent la réalisation de nouveaux forages et leur raccordement aux structures de stockage et conduites d'eau, ainsi que l'augmentation de la capacité de stations de pompage pour alimenter un nombre de zones sans interruption, selon la même responsable.

TISSEMSILT. COLLECTIVITÉ

Programme de formation pour améliorer la performance des élus locaux

Un programme de formation visant à améliorer la performance des élus locaux et de l'administration locale a été récemment élaboré, a-t-on appris mercredi du procureur général de la cour de justice de Tissemsilt, Kadri Mimoun. Ce dernier a indiqué, dans une allocution lors d'un séminaire de formation sur l'état civil, que la Cour de justice a confectionné un programme de formation intense visant à améliorer l'action des élus locaux et de l'administration locale, en terme de performance et d'efficacité. "Ce programme, élaboré en coordination avec les autorités de la wilaya, comporte des rencontres et des journées d'études pour expliquer les différentes dispositions légales et législatives en lien avec les collectivités locales", a-t-il souligné. Il a fait savoir que ce séminaire de formation sur l'état civil s'inscrit dans le même pro-

gramme, visant à sensibiliser les président d'APC et les officiers d'état civil de la wilaya, de la nécessité de rattraper les retards enregistrés dans certaines communes comprenant les erreurs de transcription dans les documents dont les registres d'état civil. Pour sa part, le wali de Tissemsilt, Abbas Badaoui, a indiqué que le but principal de l'organisation de cette rencontre est d'informer les officiers d'état civil et les présidents d'APC sur les missions et les prérogatives qui leur sont attribuées telles que contenues dans la loi 20-70 de l'état civil, dans le sillage des efforts de l'État pour moderniser le service public. Cette rencontre a constitué une occasion pour le procureur de la République près le tribunal de Bordj Bounâama, Benalia Abdelhak d'expliquer les dispositions de la loi 08-14 qui modifie et complète l'ordonnance 20-70 relative à l'état civil.

BATNA. COVID-19

La Société des ciments d'Aïn Touta fait don d'équipements médicaux

La Société des ciments d'Aïn Touta (SCIMAT) relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) a fait don, mercredi, d'équipements médicaux et de produits de prévention contre la Covid-19 au profit de plusieurs établissements engagés dans la lutte contre le virus. La cérémonie de remise de ces dons consistant en des produits de désinfection, des masques et des tenues de protection, a été présidée par le secrétaire général de la wilaya, Abdelaziz Bahnas, au siège de SCIMAT à la cité La verdure de Batna. Ce don, d'une valeur de 5,32 millions DA, représente "le deuxième du genre", a indiqué le président-directeur général de SCIMAT, Maâmar Behloul, ajoutant que celui-ci est destiné à l'établissement public hospitalier d'Aïn Touta, les assemblées communales d'Aïn Touta et N'gaous, la direction de wilaya de la protection civile et l'université Batna-1. Cette initiative de solidarité vise à accompagner les établissements sanitaires et les diverses institutions impliquées dans la lutte contre cette pandémie, a souligné le même responsable. De son côté, le SG de la wilaya a salué l'initiative de SCIMAT ainsi que l'élan de solidarité manifesté par les mécènes de la wilaya durant la 3^e vague de Covid-19, ayant permis l'acquisition de 18 générateurs d'oxygène au profit des hôpitaux ainsi que d'autres appareils, évoquant les efforts importants et les moyens mobilisés par l'État dans ce combat depuis l'apparition du virus.

ORAN. UNIVERSITÉ**"MOHAMED BENAHMED" 2**

Plus de 6 000 candidats passeront aujourd'hui le concours de doctorat

Plus de 6 040 candidats passeront, à partir de samedi prochain, le concours d'accès au cycle de doctorat à l'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", a-t-on appris jeudi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. L'université d'Oran 2 a ouvert 54 postes de doctorat pour la saison universitaire 2021/2022, répartis sur 19 spécialités à la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, à la faculté des sciences de la terre et géologie et à celle des sciences sociales et des langues étrangères. Les épreuves de ce concours se tiendront les 26 février, 3, 5 et 12 mars selon chaque spécialité, au niveau du complexe universitaire de Belgaid et au complexe universitaire "Taleb Mourad Salim", selon la même source. Toutes les mesures liées au protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de Coronavirus ont été prises, notamment la fourniture de désinfectants et de masques de protection, en plus de la mobilisation des unités de médecine préventive relevant de l'université sur les sites du déroulement d'examen. L'Université d'Oran "Mohamed Benahmed" regroupe 5 facultés: des sciences économiques, commerciales et de gestion, des sciences de la terre et de géologie, des sciences sociales, des langues étrangères et de droit et sciences politiques, outre l'institut de maintenance et de sécurité industrielle.

CONSTANTINE. FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 5 600 postes pour la session de février

Les établissements de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Constantine vont ouvrir 5 630 nouveaux postes pédagogiques toutes spécialités confondues, à la rentrée de février courant, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale du secteur.



PH: DR

Plus de 4 620 postes sur le nombre global ont été réservés à la formation diplômante, alors que 1 010 autres sont destinés aux stagiaires désirant bénéficier d'une formation qualifiante, a indiqué à l'APS, Mohamed Fedloune, chef du service de la formation par intérim au sein de cette direction. Il a détaillé, dans ce même contexte, que sur le nombre total, 2 182 places ont été consacrées à la formation par apprentissage, 1 355 pour la formation résidentielle et 285 pour la femme au foyer. M. Fedloune a également relevé que 235 autres postes concernent les détenus des établissements pénitentiaires, 125 places consacrées pour la formation passerelle, tandis que 75 postes ont été affectés au profit des stagiaires concernés par les cours du soir. À Constantine, a-t-on rappelé, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer la réussite de cette nouvelle rentrée avec notamment l'organisation de sorties sur le terrain pour la sensibilisation, notam-

ment dans les zones d'ombre, et ce, depuis le lancement des inscriptions. Le but primordial est de faire connaître le nouveau calendrier de la formation ainsi que les filières dispensées

dans le cadre de l'année professionnelle 2021/2022, à travers l'ensemble des établissements de la formation professionnelle de la wilaya de Constantine, a-t-on affirmé. À noter que plus de

1 180 postes de formation sur le nombre global proposés à l'occasion de cette nouvelle rentrée, concernent les structures privées relevant du même secteur.

CHEPTEL

Plus de 29 000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Plus de 29 685 bovins ont été vaccinés à ce jour contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Constantine dans le cadre de la campagne de vaccination pour lutter contre cette maladie, a-t-on appris mercredi auprès de l'inspection vétérinaire relevant de la Direction locale des services agricoles (DSA). La campagne, qui se poursuit à travers les 12 communes de la wilaya, a nécessité la mobilisation de 33 vétérinaires praticiens mandatés par l'autorité vétérinaire, a précisé la même source à l'APS, relevant que le cheptel de 1 376 éleveurs a bénéficié jusque-là de la vaccination. Un premier quota de 34 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse a été réceptionné par la wilaya de Constantine, ont détaillé les services agricoles, soulignant que ces doses, auxquelles s'ajoute un stock de réserve de 5 000 doses, sont mobilisées pour cette campagne de vaccination gratuite. S'inscrivant dans le cadre de la prévention contre les zoonoses et la protection de la ressource ani-

malière, principal revenu des éleveurs, la campagne anti-aphteuse se poursuit dans "les meilleures conditions", a-t-on fait savoir. Par ailleurs, la même source a relevé que parallèlement à la campagne de vaccination anti-aphteuse, la campagne de vaccination antirabique se poursuit au profit des bovins et des chiens de troupeaux. Soulignant la dangerosité de la rage sur le bétail et les chiens de troupeaux, la DSA a assuré que l'inspection vétérinaire a œuvré à sensibiliser les éleveurs de la wilaya et les a invités à se rapprocher des bureaux d'hygiène communaux et des subdivisions de l'inspection vétérinaire pour tout accompagnement s'agissant de la vaccination antirabique gratuite. L'inspection vétérinaire de Constantine avait réceptionné, dans un premier temps, un quota de 2400 doses de vaccin antirabique, renforcé par un autre lot de 17 000 autres doses, pour mener à bien la campagne de lutte contre la rage, a-t-on indiqué de même source.

MILA. SÉISME D'AOÛT 2020

Aménagement de 527 lots de terrain au profit des sinistrés

Les travaux d'aménagement d'un lotissement de 527 lots de terrain implantés dans la ville de Mila, réservé aux sinistrés du tremblement de terre du mois d'août 2020, ont été lancés par les services de la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, a-t-on appris mercredi auprès de cette direction. Les opérations programmées dans le cadre de ce projet qui vise le relogement des citoyens sinistrés depuis août 2020, qui ont choisi d'être indemnisés par des terrains au lieu de logements, représentent des travaux de creusement et de réalisation des réseaux d'assainissement et d'eau potable, a précisé la responsable du service de la construction et de l'architecture de cette direction. Le projet d'aménagement de ce lotissement implanté dans la zone de Marcho, sur les hauteurs de la ville de Mila, a nécessité un budget de l'ordre de 330 millions DA, a fait savoir la même responsable, soulignant que le délai de concrétisation de cette opération a été fixé à six (6) mois, conformément au cahier de charges. Le lancement des opérations d'aménagement du second lotissement dans la localité de Zeghaïa (Ouest de Mila), consacré aux victimes de ce même séisme, et composé de 438 lots de terrain, est tributaire de la dis-

ponibilité des moyens financiers, a affirmé la même responsable, ajoutant que l'entreprise de réalisation de ce projet dont l'étude a été finalisée, a été désignée. Pour rappel, la wilaya de Mila a été ébranlée, le 7 août 2020, par deux séismes qui ont causé d'importants dégâts matériels dans plusieurs zones, notamment dans le quartier El Kherba du chef-lieu de wilaya, qui a été classé "zone sinistrée" et cela, selon un

arrêté interministériel. Les sinistrés dont les habitations étaient classées dans la "zone rouge" ont été transférés dans des logements situés dans le quartier Ferdoua de la commune de Sidi Merouane, tandis que de nouveaux lotissements ont été créés pour le relogement du reste des citoyens concernés qui ont préféré bénéficier de parcelles de terrain pour construire leurs nouvelles habitations.

TÉBESSA. RÉSEAU INTERNET

Lancement d'une opération de raccordement de plus de 3 200 logements

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la wilaya de Tébessa a lancé un programme de raccordement à l'internet haut débit de plus de 3 200 logements AADL dans le nouveau pôle urbain de la commune de Boulhef Dir, a-t-on indiqué mercredi dans un communiqué de la cellule de communication d'AT. "Cette opération vise le raccordement des nouveaux logements, attribués récemment et situés dans le nouveau pôle urbain de Boulhef Dir, au service FTTH pour en faire bénéficier les habitants de ce site et améliorer le service public fourni par Algérie Télécom à ses clients", a-t-on précisé. En outre, pas moins de 2 000 logements ont été raccordés auparavant au réseau Internet à travers plusieurs quartiers des communes de Tébessa, Bir El Ater, Oum Ali, Chréa, El-Ogla, Ouenza et El-Meridj, a-t-on souligné, notant que ces opérations s'inscrivent dans le cadre du plan de travail de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom visant le développement et la vulgarisation de l'utilisation des nouvelles technologies à travers toutes les communes de cette wilaya frontalière.

MASCARA. SNTF

Réception en mars prochain d'une première locomotive modernisée

Une première locomotive, en phase de modernisation dans les ateliers de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) à Mohammadia (wilaya de Mascara), sera réceptionnée en mars prochain, a-t-on appris jeudi du directeur de ces ateliers, Mohamed Koroghli. Dans une allocution prononcée lors de la visite des autorités de la wilaya à ces ateliers, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, M. Koroghli a fait savoir que 10 locomotives de transport ferroviaire font l'objet de modernisation, en collaboration avec des experts des États unis d'Amérique (USA), dans le cadre d'un projet de modernisation de 20 locomotives dans les ateliers de Mohammadia (Mascara) et de Rouiba (Alger). Le même responsable a souligné que le projet permettra d'augmenter l'efficacité des locomotives et leur durée d'exploitation, en plus de la réduction des frais d'exploitation et de la consommation de carburant de 25% et de l'huile de graissage d'un taux de 50%, et les frais d'entretien de 25%. La SNTF coopère avec des experts américains, sachant que les locomotives ont été fabriquées par la société américaine «General Motors». À l'occasion de la célébration de ce double anniversaire, plusieurs travailleurs et cadres syndicaux de la société ont été honorés par les autorités de la wilaya et des membres du secrétariat de wilaya de l'UGTA. D'autre part, une visite a été consacrée à l'agence de Mohammadia de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, qui a bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation. En outre, les autorités de la wilaya et des cadres de l'UGTA et de la SNTF se sont recueillis à la mémoire des chouchou de la révolution du 1er novembre et une gerbe de fleurs a été déposée devant la stèle commémorative de la ville de Mohammadia.

MÉDÉA. SOLIDARITÉ RAMADHAN

Plus de 83 000 familles démunies touchées

Plus de quatre-vingt trois mille familles démunies vont bénéficier, à travers la wilaya de Médéa, d'une aide financière, au titre de l'opération solidarité Ramadhan qui devrait être effective, d'ici quelques jours, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Un recensement, mené conjointement par la direction de l'action sociale et de la solidarité (Dass) et les collectivités locales, auprès des couches défavorisées, a permis d'identifier 83 637 familles démunies, nécessitant un soutien financier des pouvoirs publics pour faire face aux dépenses du mois sacré, a-t-on indiqué. L'aide financière en question, estimée à dix mille dinars, sera versée à ces familles, à partir du 20 mars prochain, jusqu'au 30 du même mois, et sur plusieurs vagues, afin de permettre à ces dernières de se préparer pour aborder le ramadhan dans de bonnes conditions, a ajouté la même source. Des dispositions ont été prises, aussi bien au niveau des services de la Dass, des collectivités et de la direction d'Algérie Poste, pour garantir le bon déroulement de l'opération de versement de la dite aide et éviter tout retard susceptible de priver ces familles de ce soutien financier, a-t-on conclu.

PLAN AUTHENTIQUE DE LA CITADELLE D'ALGER

Lancement prochain du projet de restitution

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a annoncé, jeudi à Alger, le lancement prochain d'un projet d'étude pour la restitution du plan authentique de la citadelle d'Alger (Haute Casbah) et l'organisation, mars prochain, d'un atelier avec les différents intervenants dans les travaux de restauration et de réhabilitation en cours au niveau du secteur conservé de la Casbah d'Alger.

Lors de sa première visite, depuis sa prise de fonctions à la tête du secteur, aux sites "Citadelle d'Alger" et "Bastion 23", Mme. Mouloudji accompagnée du wali d'Alger, Ahmed Maabed a supervisé la fin des travaux de restauration et de réhabilitation de "Dar El-Baroud" (La poudrière) et du "Bastion 23". Mettant en avant la priorité que son département accordait au dossier de la Casbah, Mme Mouloudji a fait état de "quelques mesures prises, dont le projet d'une étude pour la restitution du plan authentique de la Citadelle d'Alger".

La ministre qui a suivi de près, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la Casbah, le taux d'avancement des travaux au niveau des annexes de la Citadelle d'Alger à l'instar du "Palais des Beys", "la mosquée du Dey" et "Dar El Baroud" a révélé qu'un atelier sera organisé mars prochain pour "s'enquérir du déroulement et de l'avancement des projets de restauration de la Casbah".

Mme Mouloudji a mis l'accent sur "la coordination et la réactivation de la commission intersectorielle mixte avec le wali d'Alger dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations formulées dans les



différentes réunions du Gouvernement et celles du Président de la République qui accorde un intérêt personnel au dossier de la Casbah". Dans ce sillage, la ministre de la Culture a fait savoir qu'"un rapport périodique sera remis, à la fin du semestre en cours, à l'UNESCO sur les différentes opérations de restauration et de réhabilitation en cours au site de la Casbah initiées par l'État algérien pour sauver ce monument historique".

À ce propos, la ministre de la Culture a rappelé que "la Casbah, classée au patrimoine mondial depuis 30 ans, n'est pas seulement un monument historique et urbain ou un tissu humain, mais représente une mémoire inébranlable qui traduit la souveraineté nationale", affirmant qu'elle effectuera prochainement une visite à l'atelier de restauration du mausolée de Sidi Abderrahmane El-Thaâlibi. La ministre et le wali d'Alger ont écouté des explications des architectes et responsables des entreprises concernées par les travaux de restauration sur l'état d'avancement des travaux à la Citadelle d'Alger, sans préciser

les délais de réception. Dans sa deuxième halte, la ministre a inauguré le Bastion 23, qui a connu des opérations de restauration durant près de cinq mois, où elle a reçu des explications détaillées de la part de la Directrice du Centre des arts et de la culture, Faïza Riache, sur les différentes étapes des travaux de restauration de ce monument.

Les responsables, accompagnés d'une délégation, ont visité par la suite une exposition des industries artisanales de l'association "Art et Authenticité", où étaient présentés des modèles traditionnels faits à la main, reflétant le patrimoine algérien, dont des vêtements traditionnels, des pièces en céramique et en cuivre, ainsi que des plats traditionnels à l'occasion de la Journée nationale de la Casbah.

À noter que la wilaya d'Alger supervise, à travers la Direction des équipements publics depuis 2016, la restauration de la Casbah, tandis que le ministère de la Culture continue à assurer le suivi technique par l'intermédiaire de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (ANSS).

PRIX ABDELKRIM DALI

Prestations de Nouar Youcef et Nassima Haffaf

La scène de la 3e édition du Prix Abdelkrim-Dali a accueilli, mercredi soir, les voix en compétition de Nouar Youcef et Nassima Haffaf qui ont gratifié le public d'un florilège de chansons du riche patrimoine andalou, rendu dans le strict respect des mesures de prévention sanitaire. Dans l'atmosphère conviviale propre à l'Auditorium du Palais de la Culture, Moufdi Zakaria, le rideau s'est levé sur l'Orchestre andalou de la Fondation Abdelkrim-Dali et son directeur artistique, le maestro Naguib Kateb, accueillis par le public avec des salves d'applaudissements. La soirée a débuté avec la prestation hors compétition de Radia Nouacer, qui a enchanté l'assistance avec sa voix cristalline, interprétant notamment trois inqilabet, "Ya qalbi el moâna", "Dakhalt erriad mad'houcha" et "Ra aytou el hilal".

Passionnée de musique andalouse depuis une trentaine d'années, Radia Nouacer intègre d'abord, l'Ensemble d'"El-Fekhardjia" alors qu'elle n'avait que 10 ans, pour rejoindre, bien plus tard à Alger, les associations, "des Beaux Arts" sous la houlette de Abdelmadjid Boumaaza, puis



"Es'Sendoussia" dirigée par Smail Hini. Traditionnellement vêtue, Nassima Haffaf est entrée en compétition avec, à son programme "Noubet Leghrib" dans ses différents mouvements et déclinaisons rythmiques irrégulières qui font la richesse du patrimoine de la chanson andalouse. Les pièces, "Koun fi ichqa", (m'seddar), "Doumouâi rassayel" (derdj), "Ya hadjer law zortani" (n'çraf) et "Koullif(tou bil'badri" (kh'lass), ont été rendues par la chanteuse au violon alto, avec une voix suave et pure dotée d'une grande maîtrise technique appréciée par le public.

À huit ans, Nassima Haffaf a

rejoint l'association "Anadil El Djazaïr", alors dirigée par Youcef Ouznadji, pour adhérer bien après, à l'Ensemble des "Beaux Arts d'Alger" dirigé par El-Hadi Boukoura. Elle fera par la suite, simultanément partie de l'Orchestre féminin de l'Opéra d'Alger qui avait sollicité ses services, et de l'association "Kortoba", quelle ne quittera plus. Au tour de Nouar Youcef de convaincre les membres du jury présidé par le chercheur, musicologue et interprète Nouredine Saoudi. Doté d'une voix étoffée, le chanteur a choisi de concourir avec, "Noubet Raml el maya" déclinée en quatre pièces, "Raayt el-Kamar

kad ghass" (b'taihi), "Saha'Sihrou" (derdj), "Ya aâchiqin saddiqou" (n'çaf) et "Aâchiyatoun ka ennaha âoqyane" (kh'lass). Nouar Youcef a entamé son parcours artistique en 1986, enchaînant depuis plusieurs associations culturelles de musique andalouse, passant par El-Ankaouia, Es'Sendoussia, El-Inchirah et Les Beaux Arts d'Alger, comptant avec tous ces Ensembles, plusieurs tournées en Algérie et à l'Étranger.

Sept jeunes talents ont été retenus sur la trentaine de candidatures accueillies par les organisateurs, pour concourir à l'obtention du Prix Cheïkh Abdelkrim-Dali de la meilleure interprétation du chant andalou, dont la 3e édition a été reportée à deux reprises en raison de la situation pandémique.

Organisée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec le ministère de la Communication, la 3e édition du Prix Abdelkrim-Dali se poursuit au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, où sont attendues jeudi deux prestations en compétition de Nawfel Ramdane et Asma Hamza, et un récital hors concours de Sabah El-Andalousia.

INSTITUT CULTUREL CERVANTÈS D'ALGER

Un cycle de cinéma Ibéro-américain en mars

En collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, l'ambassade d'Espagne en Algérie et l'Institut culturel Cervantès d'Alger, organisent un cycle de cinéma Ibéro-américain du 2 au 14 mars prochain, à la salle de la Cinémathèque d'Alger, annoncent les organisateurs. Ce cycle qui sera inauguré par le film "Mi Obra Maestra" (Mon chef-d'oeuvre), réalisé en 2018 par Gaston Duprat s'intéresse à des œuvres du cinéma hispanophone contemporain avec un programme de 10 films qui seront projetés chaque jour. Entre autres films programmés à la cinémathèque, et qui seront sous-titrés en Français ou en Anglais, "Espacial" (Spécial) réalisé en 2021 par Ignacio Márquez Bajo (Venezuela), "Hilda" du mexicain Andrés Clarion (2016), ou encore "Keyla" de la colombienne Viviana Gomez Echeverry.

Ce même cycle cinématographique est également prévu du 17 au 28 mars à la salle Es-Saâda d'Oran, selon les organisateurs.

ADRAR

Dix-huit troupes animent le 5^e festival étudiant de l'Inchad

Dix-huit (18) troupes estudiantines issues de 17 wilayas du pays animent la 5^e édition du festival de l'Inchad et Madih (chant religieux) ouverte jeudi à Adrar à l'initiative de la direction locale des œuvres universitaires.

Dans son allocution d'ouverture, le commissaire du festival, Mouloud Merfoud, a affirmé que la wilaya d'Adrar est devenue une halte de rencontres estudiantines pour l'Inchad et le Madih, au vu de l'écho qu'elle a suscité lors des précédentes éditions. Organisée en coordination avec l'université et les secteurs de la Jeunesse et des Sports (DJS) et du Tourisme et de l'Artisanat (DTA), cette manifestation, coïncidant cette année avec la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, constitue, pour les futures générations, une fenêtre leur permettant de s'enquérir des sacrifices consentis pour la préservation des acquis nationaux. Devant s'étaler sur trois jours au Palais de la culture d'Adrar, ce festival vise à créer un espace idoine pour mettre en valeur les jeunes talents, sous l'égide d'un jury composé de vedettes de l'Inchad, du pays et de l'étranger. Le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a salué, de son côté, la tenue de de pareilles initiatives constituant un espace de rencontre et d'échange culturel entre étudiants pour mettre en valeur la diversité culturelle du pays.

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 26 FÉVRIER 2022 - PRIX : DKIR- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Amir De Kat, à la poursuite de El Ghabraa D'Hem

Nous aurons à négocier ce samedi 26 février à l'hippodrome du Caroubier avec ce prix Dkir réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé 221 000 dinars en gains et places depuis septembre passé. Une épreuve à caractère qui peut s'avérer très intéressante et non dénuée d'intérêt, avec la présence de sérieux candidats tels que Amir De Kat, El Ghabraa d'Hem, Chaahd, Tarek Ibn Ziyad et Darif D'hem, alors que Chaiaa et Oyounkoum vont guetter la moindre défaillance pour venir se mêler à la bataille.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. DARIF D'HEM. Il n'a pas été à la hauteur lors de ses deux dernières sorties, mais c'est qu'il n'est pas dépourvu de moyens. Il peut à tout moment réagir. Méfiance.

2. TAREK IBN ZIYAD. Ce cheval est assez rapide sur pieds, d'autant qu'il court sur un parcours qui va lui plaire. Il peut surprendre.

3. KINZI EL KHALED. À revoir dans un autre engagement plus favorable. Tâche difficile.

4. CHEIKH EL ZAIM. Il peut faire partie des nombreux prétendants aux places, son entourage est assez redoutable. Méfiance.

5. DRAA ERIH MANSOUR. Ses deux derniers essais sont tellement nuls qu'on ne peut le retenir. Tâche assez difficile.

6. ERGUEZ. Celui-là aussi il est rapide sur pieds, au mieux il sera coché dans une longue combinaison. Outsider assez

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	CDS	ENTRAÎNEURS
F. METIDJI	1	DARIF D'HEM	M. DJELLOULI	57	3	D. DJELLOULI
A. BENKOBBI	2	TAREK IBN ZIYAD	EH. CHAABI	57	10	PROPRIÉTAIRE
R. BOUSSAA	3	KINZI EL KHALED	K. BAGHDAD	57	11	A. BOUSSAA
S. MEKIDECHE	4	CHEIKH EL ZAIM	A. HAMIDI	57	4	PROPRIÉTAIRE
M. GHELLAB	5	DRAA ERIH MANSOUR	W. BENDJEKIDEL	57	9	PROPRIÉTAIRE
HL. MESSAOUI	6	ERGUEZ	O. CHEBBAH	56	12	A. CHEBBAH
AM. BETTAHAR	7	CHAHD	K. RAHMOUNE	56	7	L. RAHMOUNE
M. OUZOUIR	8	AMIR DE KAT	A. YAHIAOUI	55	14	A. CHELLAL
Z. AIT. YUCEF	9	ISMATALI	T. ALI OUAR	55	13	F. SOUILMI
MS. LAHMICI	10	OYOUNKOUM	CH. ATTALLAH	55	6	B. LAHMICI
MS. LAHMICI	11	KILAGA DE DILMI	H. RAACHE	55	15	B. LAHMICI
H. METIDJI	12	EL GHABRAA D'HEM	W. HAMOUL	55	5	H. DJELLOULI
A. HANNACHI	13	RYGE ZENA	W. CHAABI	54	8	H. DJEBBAR
Y. HAMDANI	14	CHAIAA	AL. TIAR	54	2	A. CHELLAL
LE PETIT HARAS	15	DJAWIDA	AH. CHAABI	53	1	A. AOUINA

lointain.

7. CHAHD. Quoique ce cheval n'est pas régulier, on ne peut le négliger en pareille compagnie. Il est capable de surprendre. Méfiance.

8. AMIR DE KAT. C'est le candidat le plus proche du disque d'arrivée. C'est le vainqueur.

9. ISMATALI. Tâche difficile.

10. OYOUNKOUM. Il n'est pas là pour faire de la figuration, il aura son mot à dire. À suivre.

11. KILAGA DE DILMI. Pas avec ce lot. Tâche difficile.

12. EL GHABRAA D'HEM. Méfiance, elle

peut même inquiéter le favori Amir de Kat.

13. RYGE ZENA. Pas évident. À revoir.

14. CHAIAA. Elle peut sur sa lancée se

frayer un accessit. C'est une bonne finisseuse. À suivre.

15. DJAWIDA. Elle peut intéresser les chasseurs de gros outsider. Mais c'est juste pour une cinquième place.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

12. EL GHABRAA D'HEM - 8. AMIR DE KAT - 2. TAREK IBN ZIYAD - 7. CHAHD - 1. DARIF D'HEM

LES CHANCES

14. CHAIAA - 10. OYOUNKOUM

La Coordination arabe de solidarité avec le peuple sahraoui est née

Les travaux de la Conférence arabe de solidarité avec le peuple sahraoui ont pris fin jeudi à Chahid El-Hafedh (camps de réfugiés sahraouis), par l'annonce de la naissance de la Coordination arabe de solidarité avec le peuple sahraoui dont le siège provisoire se trouve en Libye. Présidée par la présidente du Haut Conseil international des organisations de la société civile, Intissar Salim El-Gleip, cette organisation non gouvernementale (ONG) a été annoncée en présence du président de la République sahraouie, Brahim Ghali, de dirigeants du Front Polisario et du wali de Tindouf Youcef Mahyout. La Coordination arabe de solidarité avec le peuple sahraoui est une ONG ayant pour but de soutenir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions internationales et aux chartes onusiennes. Elle est ouverte à tous les citoyens arabes désirant l'intégrer.

Syrie: 14,6 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire



Au moins 14,6 millions de personnes en Syrie ont besoin d'aide humanitaire, ont rapporté les Nations unies, soulignant un record après onze ans de conflit. En 2020, ce sont quelque 13,4 millions de personnes qui avaient été recensées comme ayant besoin d'assistance, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) qui a publié mercredi soir un nouveau rapport. "La souffrance en Syrie est au plus haut niveau depuis le début de la crise", a déclaré Mark Cutts, coordinateur adjoint régional pour la Syrie du département des Affaires humanitaires des Nations unies. "L'ONU et ses partenaires assistent 7 millions de personnes chaque mois, mais davantage de soutien est nécessaire", a-t-il ajouté sur Twitter. La Syrie est en proie à une crise économique aggravée par les sanctions occidentales, la pandémie de Covid-19 et une dévaluation brutale de la monnaie locale.

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de drogue à Draria (Alger)

La Brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Draria (Alger), a mis hors d'état de nuire une association de malfaiteurs spécialisée dans la production, le stockage et la distribution de drogue dure dans le cadre d'un réseau criminel international organisé, ont indiqué, jeudi, les services de la sûreté de wilaya d'Alger dans un communiqué. "Les éléments de la police ont procédé, sous la supervision permanente du parquet territorialement compétent, à l'arrestation de suspects, repris de justice, âgés entre 40 et 45 ans originaires de la wilaya d'Alger, et saisi en leur possession 43 capsules de drogue dure, des plaquettes de drogue de 223 g,



un montant de 52 000 DA issu des revenus de ce trafic et un véhicule utilitaire", précise la même source. Après investigation et obtention de l'autorisation d'extension du territoire de compétence, les

services de la Sûreté nationale ont procédé également à "l'arrestation de 4 ressortissants étrangers impliqués dans cette affaire et à la perquisition de leurs domiciles où ils ont saisi une quantité

de drogue dure roulée dans des sachets en plastique de 282 g, 4 kg de poudre blanche et un broyeur utilisé dans la préparation des drogues dures, 26 boîtes vides du médicament Paragan, 20 plaquettes vides de psychotropes de différents types et catégories et un montant de 46.000 DA. Après accomplissement de toutes les procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent, ajoute la même source.

Etats-Unis : la mortalité maternelle en hausse

Les Etats-Unis ont signalé 861 cas de mortalité maternelle en 2020, soit 14% de plus qu'en 2019, selon un nouveau rapport du Centre national des statistiques de santé relevant des Centres américains de contrôle et de prévention des maladies. "Notre morbidité et notre mortalité maternelle sont les plus élevées du monde développé, et la tendance se poursuit malgré la conscience que nous en avons, malgré nos comités d'examen de la mortalité maternelle, malgré l'attention de la presse", a déclaré le New York Times en citant Kara Zivin, professeur de psychiatrie, d'obstétrique et de gynécologie à l'université du Michigan. Les statistiques montrent que le taux de mortalité maternelle aux Etats-Unis a connu une augmentation constante, passant de 7,2 décès pour 100.000 naissances vivantes en 1987 à 23,8 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2020. Le taux de mortalité maternelle aux Etats-Unis est beaucoup plus élevé que celui d'autres pays développés comme la Norvège ou le Canada.

Les douanes allemandes saisissent 2,6 tonnes de cocaïne

Les douanes ont saisi plus de 2,6 tonnes de cocaïne dans le port de Hambourg en Allemagne, d'une valeur de plus de 350 millions d'euros sur le marché noir, a indiqué jeudi l'autorité douanière. La cocaïne était cachée dans un conteneur en provenance de l'Equateur, qui, selon les documents d'expédition, était censé être rempli de bananes, note le communiqué. "Avec cette saisie exceptionnelle de cocaïne, les douanes soulignent une fois de plus leur rôle important dans la lutte contre le crime organisé", a dit Rene Matschke, chef du bureau d'enquête des douanes de Hambourg. Le conteneur avait déjà été déchargé dans le port de Hambourg le



24 décembre et était stocké depuis lors dans un terminal à conteneurs. En raison de la longue durée de stockage, le conteneur maritime a attiré l'attention des douanes. Une inspection aux rayons X du conteneur a

été ordonnée, montrant "des structures suspectes de marchandises", ce qui a renforcé le soupçon de contrebande de cocaïne, selon le communiqué. Le conteneur de bananes était destiné à une entreprise

d'un autre pays européen. Les enquêtes complémentaires menées par le bureau d'enquête des douanes de Hambourg pour le compte du parquet de Hambourg se poursuivront. L'année dernière, les douanes de Hambourg ont saisi environ 16 tonnes de cocaïne dans des conteneurs en provenance du Paraguay. Cette découverte fut considérée comme la plus grande quantité de cocaïne jamais saisie en Europe.

Accidents de la route en zones urbaines : 18 décès et 409 blessés en une semaine

Dix-huit (18) personnes ont trouvé la mort et 409 autres ont été blessées dans 352 accidents corporels au niveau des zones urbaines pendant la période allant du 15 au 21 février 2022, selon un bilan rendu public, jeudi, par les services de la Sûreté nationale. Comparativement aux statistiques enregistrées la semaine passée, le bilan fait état d'une baisse dans le nombre des accidents de la route (-20) et de celui des blessés (-33) et d'une hausse dans celui des décès (+4), précise la même source. Le facteur humain demeure la principale cause des accidents avec un taux dépassant 97% pour non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, excès de vitesse, fatigue, non concentration lors de la conduite outre d'autres facteurs liés au véhicule. Dans ce cadre, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle, encore une fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, leur rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à leur disposition 24h/24

MISE AUX POINGS

«L'Etat d'occupation marocain démontre qu'il constitue une menace pour la paix et la stabilité dans la région et à travers le monde, en persistant dans son expansionnisme au Sahara occidental et en facilitant l'infiltration de ses alliés pour exécuter ses plans machiavéliques qui menacent la sécurité et la stabilité de nos peuples et de nos pays»

Le président sahraoui, Ibrahim Ghali



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

RASSEMBLEMENT LE 5 MARS DEVANT L'AMBASSADE DU MAROC EN FRANCE

Le Makhzen pris entre deux feux

Une dizaine d'associations marocaines de défense des droits de l'Homme activant en France ont appelé, jeudi, à un rassemblement le 5 mars devant l'ambassade du Maroc en France, pour dénoncer les pratiques répressives du régime du Makhzen et exiger la libération de tous les détenus politiques dans le royaume. Du coup, le royaume du Maroc ne sait plus où donner de la tête face notamment au front interne, déjà en ébullition, contre la répression des voix discordantes et les violations des droits de l'homme par le régime de Mohammed VI.

Dans un communiqué conjoint, les associations de défense des droits de l'Homme dénoncent "le durcissement répressif spectaculaire s'inscrivant dans la continuité de l'histoire d'un pouvoir autoritaire : poursuites judiciaires, emprisonnements de journalistes indépendants, lois liberticides, médias en ligne censurés et inculpations d'artistes et de citoyens sur la base d'accusations fallacieuses".



PH : DR

Pour ce collectif d'associations, au Maroc, "la seule réponse à toute expression critique ou revendication est la coercition". "Les enlèvements, la torture, les arrestations arbitraires, les poursuites judiciaires, les condamnations à de lourdes peines de prison, sont autant de châtiments réservés notamment aux journalistes, Youtubeurs, activistes des droits humains, militants des mouvements sociaux et à tout citoyen exigeant la justice sociale", dénonce la même source. "La liste des victimes de la brutalité répressive ne cesse de s'allonger", déplorent ces

associations tout en assurant la poursuite de leur mobilisation pour exiger la libération de tous les détenus politiques et d'opinion, notamment les journalistes Omar Radi, Souleïman Raïssouni, Toufik Bouachrine, les prisonniers du Hirak du Rif ; Nasser Zefzafi, Nabil Ahamjik, Saïd Ighid, Zakaria Adechour, Mohamed Jaloul, le militant Nouredine Aouaj et les citoyens activant sur les réseaux sociaux. Le collectif d'associations promet de rester mobilisé également pour "exiger que les droits fondamentaux soient respectés au Maroc, condamner les pratiques du régime marocain et de son appareil policier, dénoncer les décisions d'une justice aux ordres d'un pouvoir autocratique et surtout pour que le Maroc honore ses engagements internationaux". L'appel a été lancé par le Comité de soutien aux prisonniers politiques et d'opinion au Maroc, l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), l'Association des Marocains en France (AMF), l'Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), l'Institut Mehdi-Ben Barka (Mémoire vivante), l'Association marocaine des droits humains (AMDH Paris/IDF), Justice et Liberté au Maroc et l'Association marocaine des droits humains (AMDH Nord/France).

R. I.

MAROC

Les infirmiers et techniciens de santé en colère

Le Syndicat indépendant des infirmiers au Maroc a annoncé jeudi dernier, qu'il comptait organiser une grève nationale de trois jours, à partir du 2 mars prochain, dans tous les services hospitaliers et centres de santé, des villes marocaines, pour dénoncer, selon le communiqué du syndicat « l'exclusion des infirmiers du dialogue social ». Le Syndicat des Infirmiers a fait savoir que sa grève de trois jours ne sera pas observée « dans les services d'urgences, de réanimation et de soins intensifs » et les trois jours de grève des autres services seront ponctués par « la tenue d'un sit-in national devant le siège du ministère de la Santé pendant les deux derniers jours de la grève ». Dans son communiqué, le syndicat a exprimé son indignation face « à l'exclusion des infirmiers et des techniciens de la santé des négociations entre les autorités et les professionnels du secteur », critiquant, poursuit la même source « particulièrement de récents pourparlers engagés entre la tutelle et des organisations syndicales sans que les infirmiers ne soient associés. Le Syndicat indépendant des infirmiers a également annoncé son intention « de boycotter les opérations relatives à l'élaboration de rapports en lien avec le secteur de la santé ».

R. I.

SELON UN HAUT RESPONSABLE MILITAIRE CHINOIS : « Les États-Unis sont des fauteurs de troubles en mer de Chine méridionale »

Un haut responsable militaire chinois a déclaré que les États-Unis sont devenus des « fauteurs de troubles » et des « faiseurs d'accidents » en mer de Chine méridionale, plutôt que des « défenseurs » de la liberté de navigation et de survol comme ils le prétendent.

Les États-Unis ont aggravé les tensions en envoyant de manière flagrante des navires et des avions militaires en mer de Chine méridionale, a

déclaré Tan Kefei, porte-parole du ministère de la Défense nationale, lors d'une conférence de presse. "La navigation et le survol libres n'ont jamais été un problème en mer de Chine méridionale", a déclaré M. Tan, avant d'ajouter que « nous savons tous que depuis l'année dernière, l'armée américaine a provoqué une collision sous-marine et un accident aérien en mer de Chine méridionale », a précisé ; le porte-parole. Poursuivant il dira

que « plusieurs accidents graves survenus dans d'autres zones maritimes ces dernières années ont également été causés par des actions de navires et d'avions militaires américains » exhortant les États-Unis « à cesser immédiatement leurs activités militaires étendues et à haute fréquence en mer de Chine méridionale, qui devrait être une mer de paix, d'amitié et de coopération » a précisé le responsable militaire chinois.

R. I.

DÉBLOCAGE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT Merad montre l'exemple de Sétif

Le médiateur de la République, Brahim Merad, a appelé l'administration et les autorités publiques à intervenir pour régulariser les dossiers d'investissement en suspens afin de concrétiser le décollage économique du pays. Lors d'une rencontre, tenue jeudi au siège de la wilaya de Sétif, avec les divers acteurs concernés par l'investissement, dans le cadre d'une visite de travail, M. Merad a souligné la nécessité de "régulariser la situation des dossiers en suspens, d'accorder des facilitations aux investisseurs et de les accompagner pour encourager l'investissement et favoriser un nouveau départ économique". Le médiateur de la République a également exprimé sa satisfaction au sujet des mesures prises par les services de la wilaya de Sétif en levant les blocages entravant certains projets d'investissement en suspens, préconisant de "généraliser cet assouplissement dans le traitement de ce type de dossier à toutes les wilayas du pays". Le même responsable a salué, en outre, les efforts déployés dans cette région qu'il a qualifiée de "pilote", rappelant les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui accordent de plus larges prérogatives aux pouvoirs publics dans ce domaine. M. Merad a mis l'accent sur l'importance de créer de l'activité et d'optimiser l'exploitation des moyens d'investissement pour valoriser les grandes potentialités de l'Algérie, soulignant la nécessité d'aller à la quête de ces multiples richesses. Il a également révélé que le travail est actuellement fait pour adopter un arsenal de textes juridiques à même d'assurer la souplesse aux investissements, évoquant "la nécessité d'accompagner cette dynamique par certains secteurs dont les banques et les Douanes". Le médiateur de la République a estimé, par ailleurs, qu'en créant une dynamique dans ce domaine favorisera la génération d'emplois, la création de zones d'activités, boostera l'économie de sorte à éloigner l'Algérie de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et permettra de satisfaire les besoins du marché, réduire l'importation, stopper la saignée en devises et penser à exporter.

R. E.

SOUS-RIRE

Sans commentaire ...

